



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

52039
Distr. : GENERALE

E/ECA/CM.14/15
3 mars 1988

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Neuvième réunion du Comité technique
préparatoire plénier

Niamey (République du Niger)
5 - 12 avril 1988

Point 6 de l'ordre du jour provisoire*

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Vingt-troisième session de la Commission/
quatorzième réunion de la Conférence
des ministres

Niamey (République du Niger)
14 - 18 avril 1988

Point 6 de l'ordre du jour provisoire**

DECENNIE DES NATIONS UNIES POUR LES TRANSPORTS ET LES
COMMUNICATIONS EN AFRIQUE : RAPPORT SUR LES PROGRES ENREGISTRES
DANS LA MISE EN OEUVRE DE LA DEUXIEME PHASE DU PROGRAMME DE LA DECENNIE

* E/ECA/TPCW.9/1/Rev.1.
** E/ECA/CM.14/1.
M88-529

TABLE DES MATIERES

| <u>Chapitre</u> | <u>Page</u> |
|---|-------------|
| I. VUE D'ENSEMBLE ET RESUME | 1 |
| II. EXECUTION DU PROGRAMME DE LA SECONDE PHASE DE LA DECENNIE AU NIVEAU NATIONAL | 2 |
| III. EXECUTION DES PROJETS REGIONAUX, SOUS-REGIONAUX ET DE LIAISONS INTER-ETATS | 5 |
| A. Transport | 5 |
| B. Communications | 7 |
| IV. CONTRIBUTION DES INSTITUTIONS SPECIALISEES DES NATIONS UNIES ET DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES AFRICAINES A LA MISE EN OEUVRE DE LA DECENNIE | 11 |
| A. Transport | 11 |
| B. Communications | 25 |
| V. COOPERATION ET SOUTIEN DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE | 34 |
| VI. EVENEMENTS SPECIFIQUES ET SIGNIFICATIFS INTERVENUS AU COURS DE L'ANNEE | 37 |

TABLEAU DES SIGLES

| | |
|-----------|--|
| ACDI | Agence canadienne de développement international |
| AFRAA | Association des compagnies aériennes africaines |
| ARTA | Autorité de la route transafricaine Lagos-Mombasa |
| ASECNA | Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar |
| BAD | Banque africaine de développement |
| BADEA | Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique |
| BDEAC | Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale |
| BIRD | Banque internationale pour la reconstruction et le développement |
| BID | Banque islamique de développement |
| BNUS | Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne |
| BOAD | Banque ouest-africaine de développement |
| CAFAC | Commission africaine de l'aviation civile |
| CCCE | Caisse centrale de coopération économique (France) |
| CCII | Comité de coordination interinstitutions |
| CEA | Commission économique pour l'Afrique |
| CEAO | Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest |
| CEDEAO | Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest |
| CEPGL | Communauté économique des pays des Grands Lacs |
| CNUCED | Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement |
| CONMINMAR | Conférence ministérielle des Etats de l'Afrique de l'Ouest et du Centre sur les transports maritimes |
| ECGD | Export Credit Guarantee Department (Royaume-Uni) |
| ESAMI | Institut de gestion de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe |
| FAC | Fonds d'aide à la coopération (France) |
| FAD | Fonds africain de développement |
| FADES | Fonds arabe de développement économique et social |
| FED | Fonds européen de développement |
| FENU | Fonds d'équipement des Nations Unies |
| FK | Fonds kowétien |
| FKDEA | Fonds kowétien pour le développement économique des pays arabes |
| FS | Fonds saoudien |
| IDA | Association internationale de développement |
| KFW | Kreditanstalt für Wiederaufbau (RFA) |
| NORAD | Agence norvégienne de développement |

| | |
|----------|---|
| OACI | Organisation de l'aviation civile internationale |
| OBK | Organisation du bassin de la Kagera |
| OIT | Organisation internationale du Travail |
| OMI | Organisation maritime internationale |
| ONU DI | Organisation des Nations Unies pour le développement industriel |
| OPEP | Organisation des pays exportateurs de pétrole |
| OUA | Organisation de l'unité africaine |
| PANAFTEL | Réseau panafricain de télécommunications |
| PMA | Pays les moins avancés |
| PNUD | Programme des Nations Unies pour le développement |
| RFA | République fédérale d'Allemagne |
| RU | Royaume-Uni |
| SADCC | Conférence pour la coordination du développement de l'Afrique australe |
| SATCC | Southern African Transport and Communications Commission |
| SIDA | Agence suédoise de développement international |
| SIFIDA | Société financière internationale pour les investissements et le développement en Afrique |
| UAC | Union africaine des chemins de fer |
| UAPNA | Union des administrations portuaires du Nord de l'Afrique |
| UAPT | Union africaine des postes et télécommunications |
| UDEAC | Union douanière et économique des Etats de l'Afrique centrale |
| UIT | Union internationale des télécommunications |
| UNESCO | Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture |
| UPAP | Union panafricaine des postes |
| UPAT | Union panafricaine des télécommunications |
| UPU | Union postale universelle |
| URTNA | Union des radiodiffusions et télévisions nationales d'Afrique |
| USAID | Agency for International Development des Etats-Unis. |

CHAPITRE I

VUE D'ENSEMBLE ET RESUME

A un an de la fin de la Décennie, l'Afrique continue de se débattre dans une crise économique aiguë qui fait que, comme pour les autres secteurs, les perspectives d'atteindre les objectifs fixés dans les programmes de transport et de communications restent sombres. En effet, les niveaux d'investissement en Afrique ne cessent de baisser depuis 1980 et se retrouvent parmi les plus faibles du monde en développement. Par conséquent, les taux d'exécution du programme de la Décennie risquent d'être en-deça des prévisions.

Une analyse des taux d'exécution du programme par sous-secteur montre que l'année 1987 n'a guère marqué de progrès par rapport à 1986. Le sous-secteur des routes, qui compte le plus grand nombre de projets (236), a enregistré un taux d'exécution de 66 p.100. Dans le sous-secteur ferroviaire, le nombre de projets en cours d'exécution augmente de neuf unités. Dans le domaine des ports, quatre projets de plus sont en cours d'exécution. Le seul sous-secteur ayant enregistré de nets progrès en 1987 est celui du transport maritime: sept projets achevés et deux en cours d'exécution, contre un seul projet achevé en 1986. Le transport aérien a enregistré un taux d'exécution de 61 p.100. Bien qu'avec trois projets achevés et quatre en cours d'exécution en 1987, contre respectivement un et cinq en 1986, le sous-secteur du transport par voies d'eau intérieures enregistre un progrès important, le taux d'exécution reste tout de même très faible. Dans le sous-secteur des télécommunications, il y a eu des progrès du taux d'exécution en 1987: 63 p.100 contre 36 p.100 en 1986. Un léger progrès a été également enregistré dans le sous-secteur de la radiodiffusion, avec 15 projets achevés - quatre de plus qu'en 1986, - et 33 en cours d'exécution, soit 11 de plus qu'en 1986. Dans le sous-secteur des postes, 30 projets sont en cours d'exécution, contre 25 en 1986.

Cette stagnation des taux d'exécution en 1987 n'a d'égale que celle de l'assistance fournie par les principales institutions de financement. Ainsi, malgré un accroissement de 90 p.100 par rapport à 1986, l'assistance fournie par la Banque mondiale en 1987 a été de 3,8 p.100 inférieure à celle de 1985, ce qui fait que sur une période de deux ans, on ne peut guère parler de progrès. S'agissant de la Banque africaine de développement, les chiffres les plus récents concernent la période 1985-1986 et font état d'une baisse de 47,7 p.100 par rapport à la période 1984-1985.

Les efforts déployés par la CEA pour mobiliser les ressources nécessaires à l'exécution du programme de la Décennie ont été freinés par le report, jusqu'en 1988, pour des raisons de force majeure, des deux réunions de cofinancement prévues pour les projets relatifs aux couloirs de transit de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique de l'Ouest. Aucune réunion de cofinancement n'a donc eu lieu au cours de la période considérée.

Plusieurs institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies et organisations intergouvernementales africaines ont continué d'exécuter des projets et de mener des activités dans le cadre de la Décennie. On en trouvera une description détaillée au chapitre IV.

CHAPITRE II

EXECUTION DU PROGRAMME DE LA SECONDE PHASE DE LA
DECENNIE AU NIVEAU NATIONAL

Très peu de progrès ont été accomplis en 1987 dans l'exécution du programme de la seconde phase. La CEA a pu obtenir des informations sur l'état d'avancement de 789 projets, soit 75 p.100 des 1 048 projets que compte le programme: 164 projets ont été entièrement exécutés, contre 117 en 1986, et 303 étaient en cours d'exécution.

Les résultats obtenus pour chaque sous-secteur sont résumés dans les paragraphes qui suivent. On trouvera à l'annexe 1 des tableaux détaillant les résultats par sous-secteur et par pays.

Routes et transport routier: C'est la sous-secteur qui compte le plus grand nombre de projets: 236. Des informations ont été obtenues sur l'état d'avancement de 192 projets (81 p.100), contre 155 (66 p.100) en 1986. Sur ces 192 projets, 62 ont été entièrement exécutés et 70 étaient en cours d'exécution, soit un taux de réalisation de 32 p.100. On estime que 20 autres projets, actuellement en cours d'exécution, seront achevés d'ici fin 1988, ce qui signifie que 82 des 236 projets du sous-secteur, soit 35 p.100, auront été entièrement exécutés à la fin de la seconde phase.

Transport ferroviaire: Des informations ont été obtenues sur l'état d'avancement des 70 projets de ce sous-secteur (cinq projets ont été supprimés): 14 projets ont été entièrement exécutés (même chiffre qu'en 1986) et 40 sont en cours d'exécution, soit neuf de plus qu'en 1986. On voit donc que peu de progrès ont été accomplis dans l'exécution des projets de ce sous-secteur.

Transport maritime: Sur les 38 projets que compte ce sous-secteur, des informations ont été obtenues sur l'état d'avancement de 13 projets, soit deux de plus qu'en 1986: huit sont entièrement exécutés et deux sont en cours d'exécution, contre deux projets entièrement exécutés en 1986.

Ports: Des informations ont été obtenues sur l'état d'avancement de 55 des 70 projets que compte ce sous-secteur, soit 79 p.100. Neuf projets ont été entièrement exécutés, soit huit de plus qu'en 1986, et 30 projets sont en cours d'exécution.

Transport aérien: Des informations fiables ont été obtenues sur l'état d'exécution de 69 des 94 projets que compte ce sous-secteur, soit 73 p.100. Onze projets ont été entièrement exécutés et 31 sont en cours d'exécution, soit un taux de réalisation de 16 p.100. Trente-trois projets n'ont pas encore démarré et aucune information n'a été obtenue sur les 19 projets restants. Ainsi, même si les 31 projets en cours d'exécution sont tous achevés en 1988, seulement 42 des 94 projets, soit 45 p.100, auront été entièrement réalisés à la fin de la Décennie.

Transport par voies d'eau intérieures: Des informations ont été obtenues pour 19 des 45 projets que compte ce sous-secteur: deux projets ont été entièrement exécutés et cinq sont en cours d'exécution. C'est certes mieux qu'en 1986 (un projet exécuté et cinq en cours d'exécution), mais ce taux de réalisation reste tout de même très faible. Même si les cinq projets en cours d'exécution sont achevés en 1988, seuls sept des 45 projets de ce sous-secteur (16 p.100) auront été achevés à la fin de la Décennie.

Transport multimodal: Des informations ont été obtenues pour sept des 11 projets que compte ce sous-secteur: quatre projets ont été entièrement exécutés et deux sont en cours d'exécution. Aucune information n'a pu être obtenue sur l'état d'avancement des quatre projets régionaux.

Télécommunications: Des informations ont pu être obtenues pour 149 des 215 projets que compte ce sous-secteur. C'est là un progrès notable. Sur ces 149 projets, 34 ont été entièrement exécutés, soit 23 p.100, et 60 sont en cours d'exécution, soit 40 p.100.

Radiodiffusion: Le nombre de projets pour lesquels des informations ont été obtenues est passé de 64 en 1986 à 100 en 1987, soit 83 p.100 des 120 projets que compte ce sous-secteur. Quinze projets ont été entièrement exécutés et 33 sont en cours d'exécution. Ainsi, à la fin de la Décennie, on n'aura même pas réalisé un tiers du programme de ce sous-secteur.

Services postaux: Des informations ont été obtenues pour 115 des 135 projets que compte ce sous-secteur, contre 74 en 1986. Six projets ont été entièrement exécutés et 30 sont en cours d'exécution, c'est-à-dire à peine mieux qu'en 1986: respectivement six et 25.

Tableau 1: Progrès accomplis dans l'exécution du programme de la seconde phase (1987)

| Nombre total de projets inscrits au programme | Nombre de projets pour lesquels des informations ont été obtenues | | | | Projets entièrement exécutés | | | | Projets en cours | | | |
|--|---|------|------|------|---------------------------------|------|------|------|------------------|------|------|------|
| | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 |
| | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 |
| tes | 236 | 74 | 82 | 155 | 201 | 2 | 14 | 50 | 62 | 27 | 49 | 70 |
| mins de fer | 84 | 23 | 31 | 58 | 70 | 0 | 2 | 16 | 14 | 7 | 19 | 40 |
| nsport maritime | 38 | 3 | 0 | 11 | 13 | 0 | 0 | 2 | 7 | 0 | 0 | 2 |
| ts | 70 | 18 | 22 | 38 | 55 | 0 | 0 | 1 | 9 | 4 | 14 | 30 |
| nsport aérien | 94 | 24 | 34 | 57 | 69 | 1 | 5 | 5 | 11 | 9 | 12 | 31 |
| nsport par voies au intérieures | 45 | 5 | 7 | 17 | 19 | 0 | 0 | 1 | 2 | 1 | 3 | 5 |
| nsport multimodal | 11 | 2 | 4 | 5 | 7 | 1 | 1 | 3 | 4 | 0 | 2 | 2 |
| al (Transports) | 578 | 149 | 160 | 341 | 434 | 4 | 22 | 78 | 109 | 50 | 99 | 180 |
| écommunications | 215 | 30 | 102 | 135 | 149 | 2 | 12 | 22 | 34 | 10 | 45 | 60 |
| odiffusion | 120 | 33 | 46 | 64 | 100 | 6 | 9 | 11 | 15 | 7 | 17 | 33 |
| ervices postaux | 135 | 33 | 53 | 74 | 115 | 1 | 3 | 6 | 6 | 4 | 14 | 30 |
| al (Communications) | 470 | 104 | 201 | 273 | 364 | 9 | 24 | 39 | 55 | 30 | 72 | 123 |
| al général | 1 048 | 253 | 381 | 614 | 798 | 13 | 46 | 117 | 164 | 80 | 171 | 303 |

CHAPITRE III

EXECUTION DES PROJETS REGIONAUX, SOUS-REGIONAUX ET DE LIAISONS INTER-ETATS

A. Transports

1. Projets de liaisons inter-Etats

Au cours de la période considérée, une amélioration sensible est à signaler dans l'exécution de ces projets, dont tout le monde s'accorde à reconnaître l'importance pour l'intégration physique du continent. On trouvera ci-après leur état d'avancement au cours de l'année 1987, sur la base d'informations fournies par les Etats membres ou rassemblées par la CEA.

a) Projets régionaux

Des progrès ont été accomplis dans l'exécution de plusieurs projets ferroviaires régionaux: le projet RAP-60-006 (Réhabilitation du chemin de fer éthio-djiboutien) est en cours, sur financement de la France et du FED; les projets de la TAZARA RAP-60-013 et 014 (Achat de locomotives de ligne diesel-électriques et renouvellement de moteurs de locomotives) sont achevés, sur financement du KFW. Les autres projets entièrement exécutés sont: RAP-60-001 (Guinée/Mali: Réactualisation de l'étude de faisabilité sur la voie Kouroussa-Bamako, via Siguiri); RAP-60-016 (TAZARA: Achat de locomotives de manoeuvre); RAP-60-020 (TAZARA: Construction de villas à la nouvelle gare de Kapiri Mposhi). Des progrès ont été signalés dans l'exécution de six projets de la TAZARA: RAP-60-015 (Achat de wagons), RAP-60-017 (Travaux divers de remise en état de la voie); RAP-60-022 (Achat d'équipement pour carrière); RAP-60-024 (Achat de deux grues de secours et de matériel de manutention); RAP-60-025 (Fourniture d'équipements de signalisation et de télécommunications) et RAP-60-026 (Mise en place d'installations de formation et financement de stages à l'étranger sur les nouvelles technologies et la gestion). Des crédits sont recherchés pour deux projets: RAP-60-018 (Réparation des dégâts causés par les pluies entre Mlimba et Makuboko) et RAP-60-023 (Construction de terminaux à la nouvelle gare de Kapiri Mposhi pour le stockage et la manutention de marchandises. Le projet de la TAZARA RAP-60-019 (Drainage de 58 km de voie entre Gwata et Fuga) a été supprimé.

3. Développement optimal des services aériens

Le Comité technique régional du transport aérien en Afrique a tenu sa troisième réunion à Addis-Abeba du 2 au 5 mars 1987. Il a eu à se pencher entre autres sur le problème de libéralisation des libertés de l'air.

En vue de faciliter l'octroi des droits de trafic nécessaires au développement optimal des services aériens le comité a étudié deux textes types à savoir: l'accord multilatéral et le memorandum d'entente pour l'exploitation des services aériens africains.

Ces deux textes après avoir été amendés par le Comité, ont été soumis à la Session plénière de la CAFAC, tenue à Brazzaville en mai/juin 1987.

L'adoption de ces textes ou leurs applications lors des négociations permettra de favoriser l'échange des droits nécessaires et de faire des exploitations en coopération tout en sauvegardant les intérêts des compagnies aériennes intéressées.

Concernant la Conférence africaine des tarifs aériens, la CEA a entrepris plusieurs actions de sensibilisation auprès des Etats africains en vue d'obtenir les ratifications nécessaires à l'entrée en vigueur de la convention portant création de ladite Conférence.

Dans le cadre d'un projet commun CEA/Banque mondiale sur le développement des transports au Sud du Sahara, la CEA a inscrit au programme une série d'activités destinées à développer les services aériens africains.

4. Perfectionnement de la main-d'oeuvre des transports

Au cours de la période considérée, la CEA a mené à bien une étude des besoins en main-d'oeuvre et formation dans le secteur des transports. Cette étude a été réalisée en deux phases: la première porte sur les besoins en main-d'oeuvre et formation dans le domaine du transport général et multimodal; la seconde couvre l'ensemble des modes de transport (routes, chemins de fer, transport aérien, transport par voies d'eau intérieures et transport maritime). Les deux rapports de l'étude ont été distribués aux Etats membres.

Une assistance a été apportée à l'ESAMI pour l'organisation d'un cours portant sur l'amélioration de la gestion ferroviaire à l'intention des Etats membres de la SADCC et pour l'évaluation d'un cours sur l'exploitation, l'entretien et la gestion de véhicules de transport routier.

B. Communications

1. Le réseau PANAFTEL

Le réseau PANAFTEL est constitué de circuits de télécommunications reliant les pays africains. Ces circuits sont dotés de faisceaux hertziens de haute qualité, de câbles sous-marins et de systèmes de communication téléphonique. L'importance du réseau PANAFTEL est bien reconnue dans le Plan d'Action de Lagos, la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique et la Déclaration d'Arusha sur le développement des télécommunications mondiales.

Au 31 décembre 1987, plus de 40 faisceaux hertziens SHF et UHF ainsi que 38 centres internationaux de commutation téléphonique avaient été installés ou étaient en voie de l'être. Sont venus s'y ajouter 8 000 km de câbles sous-marins et des stations terriennes de communications par satellite dans 41 pays.

Le programme de la seconde phase compte 69 projets relatifs au réseau PANAFTEL. Leur état d'avancement est indiqué comme suit:

- Catégorie I: Projets achevés en 1986.
- Catégorie II: Projets achevés en 1987.
- Catégorie III: Projets en cours d'exécution en 1987.
- Catégorie IV: Projets pour lesquels une action a été entreprise.
- Catégorie V: Projets pour lesquels aucune action n'a été entreprise.

Catégorie I: Six projets d'un coût de 32,5 millions de dollars ont été achevés en 1987. On en trouvera la liste au tableau 3A.

Catégorie II: Onze projets ont été achevés en 1986; leur coût estimatif s'élève à 87,3 millions de dollars (tableau 3B).

Catégorie III: Cinq projets d'un coût de 25,47 millions dont en cours d'exécution (tableau 3C).

Catégorie IV: Vingt-trois projets d'un coût de 98 millions de dollars sont à ranger dans cette catégorie. Des sources de financement ont été trouvées pour une partie d'entre eux (tableau 3D).

Catégorie V: Aucune action n'a été signalée concernant les 16 projets énumérés au tableau 3E et dont le coût estimatif est de 329 millions de dollars.

Les progrès dont il est ici fait état sont dus aux efforts considérables déployés par les pays intéressés, avec le concours de diverses organisations régionales et sous-régionales telles que la CEA, l'UPAT, l'UAPT, la CEDEAO, la SATCC, l'UDEAC, l'OBK et la CEPGL, ainsi que d'organisations internationales telles que l'UIT et le PNUD, et de plusieurs institutions financières bilatérales et multilatérales.

En dépit de ces progrès, le trafic intra-africain continue de transiter par des centres situés hors de l'Afrique. Cela est dû au manque de fiabilité des circuits PANAFTEL, qui a pour origines l'insuffisance de l'entretien ainsi que la pénurie de pièces de rechange et de carburant. Les autres facteurs qui expliquent la sous-utilisation du réseau PANAFTEL sont l'absence d'accords sur les tarifs et le transit, les tarifs plus intéressants offerts par les centres de transit non africains, le dimensionnement inadapté du matériel de commutation et de multiplexage et, enfin, les difficultés rencontrées dans la coordination des systèmes de signalisation.

Cette question a fait l'objet d'un examen approfondi lors de la réunion des responsables chargés de l'exploitation des réseaux de télécommunications en Afrique tenue à Addis-Abeba du 3 au 7 décembre 1987. Après avoir recensé les problèmes qui entravent l'utilisation efficace du réseau PANAFTEL, cette réunion a fait plusieurs recommandations visant à les résoudre.

Au cours des premières phases du projet, une assistance a été apportée dans la réalisation du réseau PANAFTEL. Cette activité concernait des pays ayant investi des centaines de millions de dollars. Cependant, comme précédemment indiqué, l'exploitation et l'entretien du réseau installé sont encore insuffisants, ce qui fait que les résultats obtenus jusqu'ici ne sont pas à la hauteur des investissements consentis. Aussi, durant le 4^e cycle de programmation du PNUD (1987-1991) la troisième phase du projet mettra l'accent sur l'exploitation rationnelle et l'utilisation optimale du réseau installé, tout en apportant une assistance pour l'achèvement des liaisons restant à installer.

2. Système régional africain de communications par satellite

L'étude de faisabilité du Système est en cours de réalisation, sous la supervision du Comité de coordination interinstitutions (CCII), conformément au mandat confié à celui-ci par la Conférence des ministres des transports, des communications et de la planification, à sa 5^e réunion tenue à Harare en mars 1986.

Conformément à la résolution ECA/UNTACDA/Res.86/85 et à une décision du CCII, un bureau du projet a été ouvert en mars 1987 au siège de l'UIT. Des Comités de coordination nationaux multi-disciplinaires ont été créés dans 48 pays africains (les PTT servant de centres de liaison), pour diriger et coordonner les activités des membres du Comité.

Afin d'assurer une certaine uniformité des études nationales, le bureau du projet a élaboré des "Principes directeurs pour la conduite des études de faisabilité nationales", qui seront utilisés par les différents comités de coordination nationaux. Il a également organisé cinq réunions d'information afin d'expliquer plus en détail aux coordonnateurs nationaux ces principes directeurs.

S'agissant du financement, une partie des six millions de dollars que coûtera le projet a été mobilisée. Tous les efforts sont faits pour trouver le complément.

3. Formation de la main-d'oeuvre du secteur des communications

En application de la résolution 38/150 de l'Assemblée générale de décembre 1983, la CEA a réalisé une étude des besoins en main-d'oeuvre et formation des secteurs des communications et des transports.

C'est ainsi que dans le sous-secteur des télécommunications, la CEA et l'UIT ont conjointement effectué une étude des besoins en main-d'oeuvre et formation des pays de la CEDEAO. Le rapport de synthèse a été préparé

en mai 1987 puis distribué aux Etats membres. Une étude similaire a été réalisée dans le domaine des postes, également pour les pays de la CEDEAO.

Dans le cadre des accords bilatéraux de coopération technique passés avec la République fédérale d'Allemagne, le secrétariat a organisé en collaboration avec l'UIT, un deuxième séminaire sur la planification de réseaux de télécommunications, cette fois pour les pays africains anglophones. Ce séminaire avait pour principal objectif de permettre aux planificateurs des administrations nationales des télécommunications et à leurs homologues provenant des pays industrialisés d'échanger des données d'expérience sur la planification, le développement et l'extension des télécommunications en zone rurale. Le séminaire était également destiné à permettre aux planificateurs de trouver la meilleure façon de mettre les réseaux de télécommunications actuels et futurs au service du développement. Il a vu la participation de 32 représentants de 23 pays africains, ainsi que de représentants d'organisations internationales et de fabricants de matériel.

CHAPITRE IV

CONTRIBUTION DES INSTITUTIONS SPECIALISEES DES NATIONS UNIES ET DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES AFRICAINES A LA MISE EN OEUVRE DE LA DECENNIE

A. Transports

1. Routes et transport routier

Le programme de la seconde phase comprend 239 projets d'un coût estimatif de 5,2 milliards de dollars, et se répartissant comme suit: 42 projets d'entretien et de réhabilitation, 9 projets de formation et d'assistance technique, 126 projets de liaisons inter-Etats, 7 projets régionaux ou sous-régionaux et 55 projets nationaux prioritaires.

On trouvera dans les paragraphes qui suivent les activités entreprises en 1987 par différentes organisations dans le domaine routier.

a) Organisation internationale du Travail (OIT)

Activités de formation professionnelle portant sur la mise en oeuvre de systèmes de contrôle et d'entretien des infrastructures de transport; assistance technique pour renforcer les capacités de gestion et d'entretien des parcs de véhicules de transport routier; répertoire d'études de cas sur les aspects sociaux des problèmes de transport urbain dans certaines villes africaines, notamment Alger, Addis-Abeba, Casablanca, Abidjan, Dakar, Lusaka, Harare, Lagos et Nairobi. Les autres activités menées par l'OIT sont les suivantes :

En République-Unie de Tanzanie : Services consultatifs pour un programme d'entretien routier dans les régions de Tanga et de Mbeya (URT/86/MO5/NAD); formation et assistance technique pour des programmes d'entretien routier dans les régions de Tanga et de Mbeya (URT/86/MO6/NAD); participation de l'OIT à l'étude Banque mondiale/DANIDA portant sur les routes de desserte (URT/86/MO4/DAN).

En Zambie : Travaux d'amélioration et d'entretien de routes de desserte à forte intensité de main-d'oeuvre (Zam/87/MO3/NAD).

En Ouganda : Assistance technique et formation dans le domaine des routes de desserte (UGA/86/013).

Au Cap-Vert : Assistance à un programme de travail à haute intensité de main-d'oeuvre (CVI/83/02/ITA et PNUD/CVI/83/004).

b) Banque ouest-africaine de développement (BOAD)

Financement d'un projet relatif à la route Boundiali-Tingrela en Côte d'Ivoire, pour un montant de 8,2 millions de dollars.

c) Commission économique pour l'Afrique (CEA)

- fourniture à la Sierra Leone de services consultatifs pour l'examen et l'évaluation des problèmes institutionnels et opérationnels que connaît son secteur du transport routier;
- à la demande de la ZEP et de l'IGADD, établissement des cartes de liaisons routières reliant Djibouti, l'Ethiopie, la Somalie et le Soudan;
- fourniture à l'Ethiopie de services consultatifs en vue de renforcer les capacités de l'Office des transports routiers pour planifier, programmer et développer les services de transport routier du pays;
- participation à la septième réunion du Conseil d'administration de l'ARTA tenue à Kinshasa en mars 1987, et fourniture de services consultatifs pour la mise sur pied d'un secrétariat;
- organisation à Harare du 7 au 11 décembre de la quatrième Conférence africaine sur l'entretien routier, dont les débats ont porté sur :
 - l'allocation et la mobilisation des crédits pour l'entretien routier;
 - l'organisation et la gestion de la main-d'oeuvre;
 - l'utilisation du matériel et le recours aux méthodes d'entretien à forte intensité de main-d'oeuvre.

d) Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC)

Les projets suivants étaient en cours d'exécution par la SATCC, organisme chargé des transports et des communications pour la SADCC :

- développement d'infrastructures routières dans les pays de la SADCC;
- développement de la circulation et du transport routier;
- ensemble de programmes de sécurité routière pour la République-Unie de Tanzanie, le Swaziland et la Zambie;
- formation en matière de circulation et de transport routier;
- amélioration de la route Mhales Hoek-Authing-Qachas Nek, au Lesotho;
- amélioration et reconstruction de la route Tanug-Makhotlong-Sani Top, au Lesotho: étude de faisabilité et études techniques terminées;
- amélioration de la route Thaba Tseka-Tanug-Mpiti, au Lesotho: étude de faisabilité terminée;
- construction de la route Ramabanta-Semonkong-Sekake, au Lesotho: études techniques terminées;

- amélioration de la route Makhotlong-Oxbow, au Lesotho: étude technique terminée;
- rénovation en territoire mozambicain, de la liaison routière Swaziland-Mozambique: les travaux sur le pont de Matola ont débuté en septembre 1987;
- rénovation et amélioration de la route Lanalasha-Siteki-Bend au Swaziland: travaux terminés sur le tronçon Lanalasha-Siteki;
- liaison routière Karongo-Mbeya (Malawi/Tanzanie): Marché confié à une entreprise en 1987;
- rénovation de l'axe routier TANZAM: étude terminée;
- étude de la route N'zeto-Soyo (Angola): cadre de référence élaboré;
- étude de la liaison routière Jwanerug-Namuno (Botswana): cadre de référence élaboré;
- étude en vue de l'amélioration de la route Blantyre-Mulanje-Maumba-Malawi/Mozambique: études techniques terminées;
- rénovation de la route Zimbabwe-Tete-Malawi: travaux en cours;
- étude sur un pont et des axes de desserte (Mozambique/Tanzanie): cadre de référence élaboré;
- étude sur le pont Kazungula et la route Pandamatenga-Victoria Falls (Botswana/Zambie/Zimbabwe): étude achevée;
- rénovation de la route Lusaka-Kafue-Livingstone-Kazungula: tronçon Livingstone-Zimbabwe terminé, le reste en cours;
- rénovation de la route Kafue-Chirandu, en Zambie: en cours;
- rénovation de la route Lusaka-Kapiri-Chingola-frontière zairoise, en Zambie: études techniques achevées.

e) Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)

Etude de faisabilité et études techniques pour le dernier tronçon du réseau routier trans-Afrique de l'Ouest (Lagos-Nouakchott). La CEDEAO a également organisé les réunions suivantes :

- Réunion relative à la route côtière Bénin-Ghana-Togo;
- Réunion consultative sur la réalisation de la route trans-Afrique de l'Ouest;
- Première réunion des ministres chargés des douanes, de la sécurité aux frontières, des chambres de commerce et de l'Union des entreprises de transport terrestre;

- Réunion consultative des compagnies d'assurance et de réassurance.

2. Chemins de fer et transport ferroviaire

Ce mode compte 84 projets d'un coût estimatif de 5,6 milliards de dollars et se répartissant comme suit : 36 projets de réhabilitation et d'entretien, 9 projets de formation et d'assistance technique, 21 projets de liaisons inter-Etats, 4 projets sous-régionaux ou régionaux et 14 projets nationaux prioritaires.

Les organisations ci-après ont participé à l'exécution de projets ferroviaires en 1987 :

a) OIT

Programme de formation professionnelle portant sur la mise en oeuvre de systèmes de contrôle et d'entretien d'infrastructures de transport ainsi que sur le renforcement des capacités de gestion et d'entretien de matériel roulant.

b) SADCC

- Etude sur les télécommunications et les signalisations ferroviaires (en cours);
- Etude sur la fabrication de wagons de chemin de fer (en cours);
- Etude sur un programme de formation ferroviaire (projet qui devait se terminer en 1987);
- Rénovation de la voie principale entre Francistown et la frontière Nord et entre Gaberones et Francistown (en cours);
- Rénovation des installations de télécommunications ferroviaires du Botswana (en cours);
- Renouvellement des trains des travaux au Botswana (en cours);
- Dépôt de maintenance pour les chemins de fer du Botswana (presque achevé);
- Rénovation du chemin de fer Mozambique Swaziland (étude en cours);
- Rénovation du chemin de fer Maputo-Chicualacuala, programme d'urgence, phase I (en cours);
- Puissance motrice, matériel roulant et plan de transport pour le CFM Sud, ligne du Limpopo au Mozambique (en cours);
- Amélioration de la voie et rénovation de la ligne Beira-Machipanda (en cours);
- Amélioration de la voie Blantyre-frontière mozambicaine (en cours);

- Rénovation de 536 km de la voie Nacala-Cuamba au Mozambique (en cours);
- Rectification permanente des glissements de terrain (étude achevée);
- Entretien mécanisé de la voie (en cours);
- Soudure de rails et répartition diverses (en cours);
- Panneaux solaires (en cours);
- Locomotives (en cours);
- Wagons de marchandises (en cours);
- Plan et installations de formation (rapport terminé).

c) Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO)

Achèvement de l'étude de faisabilité du projet "Plan d'extension et d'interconnexion des réseaux ferroviaires de la CEAO", dont le rapport a été présenté à la Conférence des ministres des transports et des communications de la CEAO, réunie les 1er et 2 décembre à Cotonou (Bénin).

d) CEA

Durant l'année 1987, le secteur "chemins de fer et transports ferroviaires de la Division des transports, des communications et du tourisme de la CEA a contribué sous diverses formes à la réalisation des objectifs fondamentaux de la Décennie. Cette contribution a essentiellement revêtu les trois aspects ci-après :

- Colloque réalisé en juin 1987 à Addis-Abéba, en collaboration avec l'Union africaine des chemins de fer et traitant de divers problèmes de gestion liés à l'entretien, la réparation et le renouvellement de la voie de chemins de fer. Ce colloque a été suivi par 51 participants. Certaines recommandations du colloque se rapportent à des études spécifiques de la voie devant être effectuées par la CEA.
- Etudes réalisées en fonction du programme régulier de travail et ayant pour objet l'amélioration des méthodes de gestion des chemins de fer. Formation du personnel à l'application de ces méthodes - Exemples d'application dans certains chemins de fer. Ces actions, qui intéressent 9 projets sur 84 soit 11 p.100 du total, comprennent :
 - l'élaboration de deux documents d'études;
 - la réalisation d'un cours à l'ESAMI;
 - des missions en Ethiopie et au Sénégal.

- Signature d'un accord de coopération entre la CEA et l'UAC. Cet accord a été signé en juillet 1987 par les deux institutions. Les relations de travail ainsi établies permettront à la CEA et à l'UAC de mieux parvenir à la réalisation en commun de leurs objectifs identiques ou convergents, principalement ceux concernant la Décennie.

3. Transport maritime et ports

Le programme de la seconde phase comprend 38 projets de transport maritime d'un coût estimatif de 483 millions de dollars et se répartissant comme suit: 5 projets d'entretien et de réhabilitation, 19 projets de formation et d'assistance technique, 3 projets de liaisons inter-Etats, 7 projets sous-régionaux ou régionaux et 4 projets nationaux prioritaires.

Les organisations ci-après ont réalisé des projets maritimes :

a) OIT

- Services consultatifs régionaux sur des questions maritimes. Un expert de l'OIT est en poste à Dar-es-Salaam et est chargé d'apporter une assistance aux pays africains dans le domaine maritime.

- Le programme de la seconde phase comprend 70 projets portuaires d'un coût estimatif de 1 milliard 849 millions de dollars et se répartissant comme suit : 17 projets d'entretien et de réhabilitation, 7 projets de formation et d'assistance technique, 13 projets de liaisons inter-Etats, 6 projets sous-régionaux ou régionaux et 27 projets nationaux.

- Signature d'un accord avec le Gouvernement mozambicain pour l'exécution d'un projet de création d'une école de formation de personnel portuaire à Maputo.

- Poursuite d'activités en cours : services consultatifs régionaux dans le domaine portuaire; Rapport au NORAD sur l'élaboration d'un descriptif de projet de création d'une école de formation de personnel portuaire à Maputo ainsi que sur l'amélioration et le développement d'un centre de formation portuaire en République-Unie de Tanzanie; Evaluation des besoins en formation de personnel portuaire en Sierra-Leone; Etude de faisabilité en vue de l'extension des installations de formation portuaire du Sénégal.

b) OMI

Assistance apportée à l'Afrique :

- Malawi : Assistance dans le domaine du transport maritime pour recenser les besoins actuels et futurs du Malawi. L'OMI a achevé une étude des besoins en formation maritime. Il est prévu de développer le Centre de formation maritime du pays pour lui permettre de faire face aux besoins croissants des services de transport lacustre. Le coût estimatif est de 1,1 million de dollars.

- Nigeria : Examen et actualisation de la législation maritime;

- Séminaires régionaux : Séminaire sur la recherche et le sauvetage en mer pour l'Afrique de l'Ouest, tenu à Lagos; Séminaire sur le projet MARPOL, tenu à Accra, dans le but de fournir des informations à jour sur les modalités de mise en oeuvre du projet.

- Services consultatifs fournis à Maurice et au Nigéria, à la demande de ces deux Etats.

- Bourses: Des bourses ont été accordées à la Sierra-Leone (11), à la Namibie (10), au Libéria, au Kenya et au Nigéria, dans des disciplines telles que la mécanique, la soudure, la navigation, le génie maritime, etc.

- Académie régionale des sciences et techniques de la mer d'Abidjan: La nouvelle phase d'assistance approuvée en 1987 porte sur la formation d'enseignants africains dans l'académie.

- Séminaire sur la sécurité maritime et la pollution marine: L'OMI a organisé ce séminaire à Libreville, en collaboration avec l'Association de gestion portuaire de l'Afrique de l'Ouest et du Centre ainsi qu'avec le Gouvernement gabonais.

- Aides à la navigation: Stage de deux semaines en matière d'entretien d'aides à la navigation, organisé au Cap-Vert.

- Institut de formation maritime du Cap-Vert: Cours dans les domaines de la navigation, de la mécanique, de l'électronique radio, à l'intention de 120 étudiants pour une période de cinq ans (1987-1991). Les fonds ont été fournis par la Norvège.

- Formation de ressortissants guinéens à l'Académie d'Abidjan: Une assistance a été fournie à la Guinée pour la formation de 12 mécaniciens de pont et de machines. Le projet a été financé par le PNUD.

- Académie régionale de formation maritime d'Accra: Les fonds du projet ont permis de payer quatre experts égyptiens qui ont donné des cours à l'Académie en 1987.

- Un programme de séminaires/ateliers régionaux sur la facilitation du trafic maritime international a été élaboré et approuvé. Une série de séminaires est prévue en 1988 dans les ports ci-après:

- i) Assab (Ethiopie)
- ii) Beira et Maputo (Mozambique);
- iii) Cotonou (Bénin), Douala (Cameroun), Banjul (Gambie), Lagos (Nigéria), Lomé (Togo) et Matadi (Zaire).

- Institut de formation maritime du Mozambique: L'OMI fournit des services consultatifs à cet Institut, en accord avec le NORAD, qui finance le projet.

- Assistance à l'Office des ports de la Sierra Leone; trois stagiaires sont en formation au Royaume-Uni au niveau de capitaine.

- Organisation de séminaires sur la facilitation pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

c) CNUCED

La Division maritime de la CNUCED a apporté une assistance technique aux projets régionaux ci-après :

- Académie régionale des sciences et techniques de la mer d'Abidjan: fourniture d'un économiste du transport maritime et d'un expert régional principal en transport maritime.

- Expert du transport maritime pour le projet portant assistance en matière de transport de transit pour les pays enclavés de l'Afrique australe.

- Fourniture de consultants en transport maritime et négociations de fret au projet portant assistance à la CONMINMAR.

- Assistance à la COBENAM (Compagnie béninoise de navigation maritime): fourniture d'un expert financier pour aider à l'examen des questions financières de la compagnie.

- Renforcement et modernisation du secteur maritime en Afrique de l'Est et en Afrique australe : la CNUCED a élaboré le descriptif de projet pour l'ISCOS et a obtenu les crédits du PNUD.

- Politique de transport maritime pour les pays sans littoral: Un nouveau projet, devant être financé par le PNUD et exécuté par la CNUCED, a été approuvé en juillet 1987. Ce projet, qui couvre l'ensemble des pays africains sans littoral, a pour objectif d'instituer une approche coordonnée et plus réaliste dans la formulation de politiques de transport maritime pour les pays sans littoral. On a commencé par définir les modalités de mise en place de conseils des chargeurs dans les pays sans littoral; la prochaine étape sera l'élaboration de directives en vue de l'étude des possibilités de création de compagnies maritimes (sur la base du système d'affrètement), en prélude à la réalisation d'études de faisabilité complètes.

- Assistance aux pays sans littoral pour le transport de transit: Les anciens projets RAF/77/017, RAF/78/015 et RAF/78/038 sont à présent achevés et ont été soumis au PNUD pour approbation. Ces trois nouveaux projets viseront les mêmes objectifs que les anciens projets et chercheront à améliorer la logistique le long de leurs couloirs de transport respectifs. Pour ce faire, on adoptera la notion du transport du bout en bout: on suivra le mouvement des marchandises le long de la chaîne de transport et, selon que de besoin, un appui logistique sera donné.

- Législation maritime: Un projet relatif à l'harmonisation et à la modernisation de la législation maritime en Afrique de l'Ouest et du Centre a été soumis au PNUD pour financement. Ce projet, qui sera exécuté par la CNUCED en collaboration avec la CONMINMAR, prévoit des séminaires sur

l'harmonisation des lois maritimes, l'élaboration d'une législation maritime type et une assistance aux pays souhaitant adopter cette législation type.

- La CNUCED a en 1987 exécuté le projet RAF/87/123: Assistant de systèmes de comptabilité analytique d'exploitation dans les ports de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Un expert comptable a pris fonction à Abidjan en décembre 1987 et un spécialiste de la tarification portuaire a été recruté à la mi-janvier 1988 en vue d'élaborer un plan de structure tarifaire type pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Le matériel informatique pour l'élaboration et les essais des structures tarifaires a été acheté et la collecte des données sur les tarifs et les systèmes de comptabilité actuels est quasiment achevée.

- Fourniture d'une assistance technique dans les domaines suivants : formation de personnel portuaire; problèmes de transport de transit des pays sans littoral; programme de formation TRAINMAR pour les pays lusophones; harmonisation des tarifs et des systèmes de comptabilité des ports de l'Afrique de l'Ouest et du Centre; entretien du matériel portuaire; organisation et gestion portuaires; mécanisation et gestion du port de Sao-Tome-et-Principe.

d) CEAO

Elaboration d'un Code maritime en vue de la création d'une compagnie maritime communautaire.

Pour aider les pays enclavés membres, la CEAO a réalisé une étude relative aux installations portuaires des pays de transit et aux services ferroviaires desservant les ports.

e) SADCC

Les projets suivants ont été exécutés en 1987 : Développement du transport maritime dans les pays membres; Coopération régionale dans le domaine du transport maritime; Programme de développement de la sécurité marine pour les Etats côtiers de la SADCC; Réalisation d'études sur les sociétés de chargeurs et transitaires ainsi que sur la création de bureaux d'information sur les transports; projets d'administration portuaire; étude de faisabilité du chenal d'entrée du port de Maputo; amélioration du terminal à conteneurs; plan de développement des transports du port de Beira; dragage du chenal du port de Beira; amélioration des aides à la navigation; terminal polyvalent et à conteneurs; étude en vue de la construction d'un terminal pétrolier; amélioration des installations frigorifiques; étude en vue de la construction d'autres terminaux (tabac, coton, etc.); fourniture d'embarcations maritimes; conception d'un terminal à conteneurs pour le port de Nacala; développement des ports de Dar-es-Salaam, de Lobito et de Luanda.

f) CEA

Les activités suivantes ont été entreprises par la CEA :

- Organisation à Addis-Abéba en septembre 1987 d'une réunion intergouvernementale d'experts sur la création d'une conférence ministérielle des Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe sur le transport maritime. Cette réunion fait suite à la résolution ECA/UNTACDA/Res.83/87

adoptée par la Conférence des ministres au Caire en 1983. Conformément à cette même résolution, la CEA a organisé une réunion des Etats membres du MULPOC de Tanger pour les aider à créer un sous-comité chargé des affaires de transport maritime.

- La CEA a également cherché à obtenir auprès du PNUD des fonds pour organiser au début de 1988 une conférence de révision du Code de conduite des conférences maritimes, conformément à la résolution 599 (XXII) de la CEA. Cette conférence permettra d'arrêter une position africaine commune en vue de la Conférence de révision du Code, prévue à Genève en novembre 1988.

- Services consultatifs; assistance technique; étude sur l'amélioration des taux de productivité des ports; publication d'un guide sur la formation de dockers et de contrôleurs; étude sur le matériel de manutention de marchandises. Ces activités sont conformes aux projets suivants :

- Taux de productivité : HAP-02-001, 24-002, 39-002, 40-001 et 42-002;
- Matériel de manutention : HAP-07-001 et 11-002;
- Formation : HAP-10-002, 12-001, 15-004, 19-002 et 40-002.

En outre, la CEA a organisé à Addis-Abéba du 29 au 31 octobre 1987 la réunion intergouvernementale des directeurs et des cadres supérieurs des ports africains, qui s'est penchée sur les problèmes portuaires africains. La réunion a recommandé des moyens d'améliorer le rendement des ports africains.

La CEA a aussi fourni des services consultatifs au Congo et en Zambie, à la demande de ces deux pays. Elle a participé aux réunions annuelles des conseils des associations de gestion portuaire et y a présenté des documents. Elle a enfin fait rapport aux pays membres sur l'état d'exécution des projets portuaires de la Décennie.

g) Union des administrations portuaires du Nord de l'Afrique (UAPNA)

Exécution de quatre projets portuaires régionaux :

- i) HAP-60-001 : Etude sur la planification et le développement des ports d'Afrique du Nord
- ii) HAP-60-002 : Création d'une école sous-régionale de formation (en cours);
- iii) HAP-60-004 : Etude sur l'harmonisation des tarifs;
- iv) HAP-60-004 : Etude sur le développement des infrastructures portuaires.

h) Association de gestion portuaire de l'Afrique de l'Ouest et du Centre

- Organisation à Dakar d'un séminaire sur la simplification de la documentation dans les ports membres; organisation de deux autres séminaires

i) sur la sécurité maritime et la pollution marine, en Gambie, et ii) sur la formations des formateurs, au Bénin.

i) Association de gestion portuaire de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe

- Achèvement de l'étude sur la création d'un pool de dragage pour les ports de l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe (HAP-60-006).

4. Transport aérien

Le programme de la seconde phase compte 94 projets de transport aérien d'un coût estimatif de 1 milliard 850 millions de dollars et se répartissant comme suit : 2 projets d'entretien et de réhabilitation, 26 projets de formation et d'assistance technique, 13 projets de liaisons inter-Etats, 2 projets sous-régionaux ou régionaux et 33 projets nationaux prioritaires.

Les organisation ci-après ont exécuté des projets de transport aérien au cours de l'année 1987 : CAFAC, CEA, SADCC et OACI.

a) Commission africaine de l'aviation civile (CAFAC)

Au cours de l'année considérée, les principales activités de la CAFAC ont été les suivantes: d'une part, obtenir auprès des Etats membres qu'ils signent et ratifient la Convention portant création de la Conférence africaine sur les tarifs aériens (CAFTA) et, d'autre part, organiser des réunions sous-régionales sur la mise en place en Afrique d'un réseau coordonné de centres d'entretien et de révision d'aéronefs. Concernant le premier point, les secrétaires généraux de la CAFAC et de l'AFRAA se sont ensemble rendus en Côte d'Ivoire et au Nigéria, respectivement en septembre et novembre 1987, où ils ont eu avec les responsables intéressés des entretiens prometteurs qui autorisent à penser que ces deux pays vont prochainement signer la Convention. S'agissant du second point, des réunions sous-régionales se sont tenues en novembre 1986 et en juin/juillet 1987, grâce à un financement accordé par la Norvège et négocié conjointement par la CAFAC et la BAD.

b) SADCC

Etude de faisabilité relative à la coopération régionale dans le domaine de l'aviation civile; étude sur l'utilisation coordonnée d'installations d'entretien d'aéronefs; étude sur la coopération et la législation dans le domaine de l'aviation civile; étude des besoins en main-d'oeuvre et formation dans le domaine de l'aviation civile.

c) CEA

- Appui technique à la CAFAC pour la formulation de politiques visant à améliorer le transport aérien africain et pour l'élaboration du programme de travail de la CAFAC; Appui technique similaire à l'AFRAA pour promouvoir la Convention portant création de la Conférence africaine des tarifs aériens;

- Dans le cadre de la Déclaration de Mbabane, la CEA a organisé une réunion du Comité technique de transport aérien. Les travaux ont

principalement porté sur la promotion d'une compagnie multinationale et de l'exploitation conjointe de lignes, l'échange des droits de trafic et la constitution d'une banque de données régionale. Elle a eu lieu à Addis-Abéba en mars 1987; 18 membres du Comité étaient présents.

c) Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)

Les deux principaux problèmes identifiés en 1987 sont la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée et expérimentée ainsi que le manque chronique de moyens et de services de communications, ce qui affecte le contrôle du trafic aérien, les services météorologiques, les services de recherche et de sauvetage, enfin, les services d'information aéronautique.

Pour venir en aide aux Etats, l'OACI s'est employée à élaborer des projets d'assistance technique, qui ont permis de résoudre les problèmes de pénurie de main-d'oeuvre et d'assurer une formation spécialisée, notamment dans le domaine de la gestion, dont la nécessité était devenue pressante.

Dans le cadre de son programme ordinaire, l'OACI a entrepris des missions dans plusieurs Etats et a organisé plusieurs réunions destinées à planifier et à mettre en place les installations aéronautiques essentielles. Ces efforts ont abouti à l'élaboration de plans de communications pour le sous-secteur du transport aérien. Une assistance directe a été apportée aux Etats dont l'infrastructure aéronautique nécessite un renforcement, grâce à des projets spéciaux financés sur le budget de l'OACI. Des crédits ont également été dégagés pour des activités de formation, grâce à des séminaires ou des journées d'étude largement suivis. L'OACI s'est employée à préparer la prochaine réunion AFI, qui aura lieu à Lomé du 12 au 27 avril 1988; cette réunion a pour but de mettre au point un nouveau Plan régional de navigation aérienne pour l'Afrique.

Dans le domaine de l'assistance technique, l'OACI a déployé des efforts considérables pour obtenir le financement des projets qu'elle avait identifiés et inscrits à son programme. C'est ainsi qu'en 1987, l'OACI a exécuté 51 projets dans 35 Etats, sur financement du PNUD au titre de son programme par pays. Sur ces 51 projets, 26 sont en cours de réalisation. Au titre du programme régional du PNUD, l'OACI a exécuté neuf projets régionaux. Les Fonds d'affectation spéciale ont permis l'exécution de 14 projets dans 13 Etats. Dans l'ensemble, le programme d'assistance technique en faveur de l'Afrique se répartit comme suit : 22,28 millions de dollars au titre du Programme par pays du PNUD, 6,1 millions de dollars au titre du Programme régional, 1 million de dollars de fonds d'affectation spéciale et 387 bourses.

Dans le domaine des aérodrômes, des routes et des aides au sol, d'importants travaux d'amélioration d'installations aéroportuaires sont en cours au Cameroun, en Côte d'Ivoire, en Ethiopie, en Guinée, en Guinée équatoriale, au Kenya, au Libéria, au Malawi, à Maurice, en Mauritanie, en République-Unie de Tanzanie, en Sierra Leone, en Somalie, au Swaziland, au Tchad, au Zaïre et au Zimbabwe. Des projets de construction de nouveaux aérodrômes sont prévus dans les pays suivants : Algérie, Cameroun, Comores, Gabon, Guinée équatoriale, Malawi, Maroc, Niger, République-Unie de Tanzanie, Somalie, Soudan, Togo et Zambie.

Dans le domaine des services de trafic aérien, l'OACI a poursuivi ses efforts visant à rationaliser le réseau des routes aériennes en Afrique, permettant ainsi de réduire les distances et d'économiser du carburant. Plusieurs réunions ont été tenues avec les Etats afin de les aider à mettre en place des services de contrôle du trafic aérien et à surmonter les problèmes d'ordre technique qui affectent différentes sous-régions du continent.

Concernant les services de recherche et de sauvetage, les bureaux régionaux de l'OACI ont fourni une assistance multiforme.

S'agissant des services d'information aéronautique, l'OACI a redoublé d'efforts en vue d'aider les Etats à mettre en application, de façon uniforme, les recommandations des annexes 4 et 15. Beaucoup reste cependant à faire dans ce domaine, comme l'indiquent les rapports de missions effectuées dans différents Etats. La mise en application par les Etats de plusieurs normes internationales se heurte principalement à l'absence de personnels qualifiés, de ressources financières et des équipements appropriés. A cet égard, l'OACI a continué à apporter son assistance technique, notamment en formant du personnel dans les domaines des services d'information aéronautique et de la cartographie.

Pour ce qui est de l'octroi des brevets et de la formation, l'OACI a publié l'Annexe I, amendée de façon à être plus utile aux directions de l'aviation civile, notamment des pays en développement. Suite à une étude des besoins en main-d'oeuvre et formation pour les catégories de pilotes et mécaniciens, des études régionales ont été effectuées, qui devraient permettre d'atteindre le niveau de compétence requis par les normes et pratiques recommandées de l'OACI. Ces études ont fait ressortir la nécessité d'organiser des stages, séminaires et journées d'étude, permettant ainsi aux Etats de la région d'améliorer la compétence de leurs personnels.

Dans le domaine des communications, l'Afrique reste à la traîne pour ce qui est de la mise en place de réseaux de communications. Ce problème, déjà grave en soi, affecte les services de contrôle aérien, de recherche et de sauvetage, de météorologie, et, surtout, pénalise les principaux utilisateurs de services de navigation aérienne, à savoir les compagnies aériennes. Des efforts sont actuellement déployés, malheureusement à un rythme très lent, pour redresser cette situation. En concertation avec les Etats intéressés, un projet spécial se poursuit, visant à mettre en place un système de communications par satellite à Accra, Kano, Brazzaville, Niamey et Ndjamena; quant au projet de rénovation de télécommunications aéronautiques, il est à sa dernière phase d'exécution. Ce projet, qui intéresse les Comores, le Kenya, Madagascar, Maurice, la République-Unie de Tanzanie, les Seychelles et la Somalie, est financé par la CEE.

Concernant la météorologie aéronautique, l'OACI a assuré le suivi de la mise en place du Système mondial de prévisions de zone. Une assistance a été fournie aux Etats qui ont entrepris d'améliorer leurs services de navigation aérienne internationale. Au cours de missions effectuées dans les Etats, une attention particulière a été apportée aux bureaux chargés de la météorologie aéronautique.

S'agissant de la sécurité aérienne, l'OACI aide les Etats à développer et à améliorer leurs services de sécurité aérienne. Des progrès ont été accomplis, mais beaucoup reste à faire dans ce domaine.

Pour ce qui est de la facilitation, l'accent a été mis sur les activités permettant un respect plus strict des normes et pratiques internationales, telles que définies dans l'annexe 9, 8e édition de la Convention de Chicago, tout en tenant compte des recommandations pertinentes adoptées lors des sessions plénières de la CAFAC.

S'agissant des tarifs aériens internationaux, un atelier régional sur les tarifs aériens s'est tenu à Dakar en juin 1987, dont les conclusions devraient permettre aux administrations intéressées de prendre connaissance de l'évolution récente dans le domaine de la tarification et de décider des mesures appropriées. L'OACI a également fait paraître ses études annuelles sur les tarifs, dans lesquelles elle analyse les disparités entre les tarifs internationaux, la structure des tarifs passagers et les différences entre les coûts d'exploitation des compagnies aériennes. Un atelier sur la prévision et la planification économique s'est tenu à Nairobi en juillet 1987.

Concernant les statistiques aéronautiques, l'OACI a organisé à Nairobi en juillet 1987 un atelier qui a permis aux participants d'échanger des vues sur cette question. On y a mis l'accent sur la nécessité de rassembler des statistiques pertinentes, le recours à la documentation pertinente de l'OACI et l'amélioration des statistiques aéronautiques afin de les utiliser dans la formulation des politiques de transport, la planification et la commercialisation des produits des compagnies aériennes.

5. Transport par voies d'eau intérieures

Ce mode comprend 45 projets d'un coût estimatif de 326 millions de dollars et se répartissant comme suit : 13 projets d'entretien et de réhabilitation, 4 projets de formation et d'assistance technique, 17 projets de liaisons inter-Etats, 5 projets sous-régionaux ou régionaux et 6 projets nationaux.

CEA

Seule la CEA a fait part d'activités menées dans ce sous-secteur. Elle a ainsi fourni à la Zambie des services consultatifs concernant la réorganisation de la structure administrative du port de Mpulungu, sur le lac Tanganyika, ainsi que l'utilisation optimale des installations et du personnel.

Elle a également organisé à Kinshasa du 11 au 17 novembre 1987, une réunion intergouvernementale d'experts sur l'aménagement du bassin du fleuve Congo/Zaire. L'objectif de cette réunion était d'aider les Etats riverains à planifier et à créer un organisme permettant d'assurer l'aménagement du bassin et l'exploitation, la conservation et la gestion de ses ressources en eau et autres, au profit de l'ensemble des Etats riverains. Cette réunion sera suivie d'une réunion ministérielle en 1988 pour décider de la création d'une organisation appropriée.

B. Communications

1. Télécommunications

Le programme de la seconde phase compte 216 projets de télécommunications d'un coût estimatif de 2 692 200 000 dollars et se répartissant comme suit : 15 projets de réhabilitation et d'entretien, 5 projets d'assistance technique, 22 projets de formation, 75 projets sous-régionaux ou régionaux et 99 projets nationaux.

Les organismes suivants ont exécuté des projets de télécommunications en 1987 :

a) Union africaine des postes et télécommunications (UAPT)

L'UAPT a exécuté les projets suivants :

- i) Laboratoire de dépannage et d'étalonnage des appareils de mesure, à Lomé (Togo).
- ii) Centre d'écoute et de contrôle des émissions radioélectriques, à Niamey (Niger).
- iii) Système régional de communications par satellite.

b) SADCC

Les principales activités de la SADCC ont porté sur les domaines suivants

- i) Etude sur l'harmonisation des communications par satellite.
- ii) Cours de formation en matière de planification de réseaux nationaux de télécommunications.
- iii) Cours de formations aux techniques des communications par satellite.
- iv) Station terrienne Standard A dans la région de Lobito/Benguela.
- v) Centre de commutation internationale à Gaberones.
- vii) Digitalisation du réseau principal du Malawi.
- viii) Faisceau hertzien Mbeya-Karonga-Mzuzu (Malawi/Tanzanie).

c) CEA

La CEA a fourni des services consultatifs au Zaïre, à la Gambie et à l'Ouganda. Elle a en outre élaboré et fait paraître trois publications techniques : Etude CEA/UIT des besoins en main-d'oeuvre et formation des pays de la CEDEAO (E/ECA/CMU/8, mai 1987); Amélioration des télécommunications météo en Afrique dans le but de renforcer, en collaboration avec l'OMM et la RFA (E/ECA/CMU/12, décembre 1987) et Impact économique des progrès techniques sur les réseaux et systèmes de télécommunications d'Afrique (E/ECA/CMU/décembre 1987).

Au titre de la coopération technique avec la RFA, la CEA a organisé, en collaboration avec l'UIT, un séminaire sur la planification de réseaux de télécommunications en zone rurale. La CEA a également continué d'apporter son appui technique dans le domaine du réseau PANAFTEL. Le même type d'appui a été fourni dans le cadre du projet de Système régional de communications par satellite, afin d'encourager les ressortissants des pays africains à participer à la réalisation de l'étude de faisabilité du Système.

2. Services postaux

Le programme de la seconde phase comprend 135 projets postaux d'un coût estimatif de 522,95 millions de dollars et se répartissant comme suit : 3 projets de réhabilitation et d'entretien, 10 projets d'assistance technique, 15 projets de formation, 17 projets sous-régionaux ou régionaux et 85 projets nationaux.

Les organismes ci-après ont exécuté des projets postaux en 1987 :

a) UAPT

Les activités de l'UAPT ont été les suivantes :

- Organisation des acheminements postaux;
- Création d'un comité de contact permanent UAPT/compagnies aériennes;
- Etude sur la création d'une imprimerie de timbres-poste à Ouagadougou (Burkina Faso).

b) Union panafricaine des postes (UPAP)

Pour l'année 1987 et dans le cadre de la mise en oeuvre de son programme quadriennal d'activités, l'UPAP a entrepris un certain nombre d'activités opérationnelles et de formation. On en trouvera une description détaillée dans les paragraphes qui suivent. A ces activités s'ajoutent les démarches effectuées par le Secrétariat général de auprès des institutions de financement en vue de les sensibiliser aux besoins de dation. développement des postes en Afrique. Ces activités ont été financées soit sur les ressources propres de l'UPAP soit conjointement avec l'UPU et des pays développés.

i) Activités opérationnelles

- 2ème réunion du Comité de contact UPAP/AFRAA: L'on se rappelle qu'un Comité de contact a été créé à Nairobi (Kenya) au mois d'août 1985 entre les administrations postales et les compagnies aériennes africaines afin de trouver des solutions aux divers problèmes qu'elles rencontrent dans leurs relations réciproques et ce, pour l'amélioration du transport aérien du courrier. La 2ème réunion de ce Comité de contact s'est tenue à Nairobi les 8 et 9 janvier 1987 pour faire le point sur l'état d'avancement des études qui lui ont été confiées. Le compte rendu des travaux de cette réunion a été diffusé auprès des administrations postales et compagnies aériennes africaines.

- Contrôle des délais d'acheminement du courrier-avion dans les relations intra-africaine: L'UPAP a fait procéder par les Administrations postales à un contrôle des délais d'acheminement du courrier-avion dans leurs relations réciproques par le biais de lettres-tests. Trente sept Administrations ont participé à cette opération; le dépouillement des lettres-tests reçues au Secrétariat général de l'UPAP a fait apparaître des améliorations sensibles dans certaines relations et montré des délais encore longs dans d'autres. Pour une évaluation continue du système d'acheminement du courrier en Afrique, cette opérations de contrôle sera renouvelée vers la fin de 1987.

- Pour une meilleure exploitation des liaisons aériennes intra-africaines : Les différentes conférences sur les acheminements postaux tenues en Afrique ont toujours recommandé aux Administrations d'éviter les transits par un autre continent et d'utiliser systématiquement, sauf exceptions mineures, les voies africaines courtes et moins onéreuses. Pour aider les Administrations à réviser leur plan d'acheminement dans ce sens, le Secrétariat général de l'UPAP, à partir de l'ABC du mois d'août 1986, a élaboré un document individualisé, un plan type d'acheminement du courrier avion intra-africain pour chacune d'elles et où ne figure aucun transit en dehors du Continent. Ce document a été communiqué à toutes les Administrations postales africaines lesquelles doivent le réviser périodiquement compte tenu des modifications ou des suppressions des liaisons qui interviennent.

- Organisation des statistiques postales en Afrique : Ce projet s'apparente fort au Projet POP-60-018 de la Décennie concernant l'"élaboration de modèles de statistiques postales sous-régionales et régionales". Il a pour origine la résolution No 6 de la 1ère Conférence sur les acheminements postaux tenue à Yaoundé (Cameoun) au mois d'octobre 1981. Pour la mise en oeuvre de cette résolution, l'UPAP et l'UPU ont conjointement confié à un consultant le soin d'élaborer un "Guide sur les méthodes et tableaux en vue de la connaissance de trafic poste et services financiers - Statistiques des sacs vides". Ce document a également été diffusé auprès des Administrations postales.

ii) Activités de formation

Un des objectifs de l'UPAP est "l'harmonisation de la structure des tarifs entre les Etats membres en vue d'établir des tarifs compatibles avec un service de bonne qualité et une gestion financière saine des services postaux". En vue d'atteindre cet objectif, l'UPAP a organisé, en faveur des pays anglophones d'Afrique :

- d'abord avec le concours de l'UPU, un cours sur les méthodes de détermination du prix de revient et de la politique tarifaire à Nairobi au mois d'octobre 1987;

- ensuite avec l'appui de la Suisse et du Canada, un séminaire sur la gestion des services postaux à Harare au mois de décembre 1987. Un cours et un séminaire analogues sont prévus pour les pays francophones en 1988 et 1989.

iii) Informations relatives à la coopération internationale en faveur des services postaux

La réunion tenue à Brazzaville au mois d'octobre 1985, sous l'égide de la CEA, a suffisamment montré le peu d'intérêt que les bailleurs de fonds accordent aux projets de développement postaux. L'on sait également que dans presque tous les pays africains, à cause des nombreux besoins à satisfaire, les projets postaux, le plus souvent, ne sont pas pris en compte dans les plans nationaux de développement. Face à cette situation préjudiciable à la Poste africaine et donc aux pays africains eux-mêmes, l'UPAP a été amenée à considérer comme prioritaire la sensibilisation des institutions de financement aux projets de développement postaux. Des contacts ont ainsi été effectués auprès de la Banque africaine de développement (BAD) et de la Communauté économique européenne (CEE). Ces premiers contacts se sont révélés très fructueux: de hauts responsables de la BAD ont promis de tenir compte de projets postaux dans leurs futurs programmes de prêts et, pour la première fois, l'association des institutions africaines de financement du développement et la BAD ont conjointement invité l'UPAP à prendre part aux travaux de leurs Assemblées générales tenues au Caire au mois de juin 1987. Les responsables de la CEE ont également apprécié la visite et ont informé la délégation de l'UPAP des conditions d'obtention de prêts de la CEE pour des projets postaux.

c) Union postale universelle (UPU)

Les activités suivantes ont été menées par l'UPU en 1987 :

i) Communications : services postaux

La contribution de l'UPU à la mise en oeuvre de la Décennie peut être appréciée au cours de l'année 1987 au double plan des démarches générales pour la recherche de financement des projets postaux et des actions spécifiques pour l'exécution des projets régionaux, sous-régionaux ou nationaux. Elle porte également sur le financement, sous forme de missions de consultants, de certaines études ou des actions de formation.

ii) Actions spécifiques relatives à des projets déterminés

Les contacts avec le PNUD ont été poursuivis en vue d'obtenir un financement pour la réalisation du projet (PCP-32-003 "Création d'une école multinationale de formation postale à Beira"). L'étude de faisabilité a déjà été effectuée et le rapport est en cours de mise au point pour sa publication.

d) Union panafricaine des télécommunications (UPAT)

Durant l'année 1987, les activités de l'UPAT ont essentiellement porté sur le réseau PANAFTEL, le Système régional de communications par satellite et un certain nombre d'autres activités opérationnelles. On en trouvera une description détaillée dans les paragraphes qui suivent :

PANAFTEL

En ce qui concerne l'exploitation et l'extension du PANAFTEL, les activités du Secrétariat général ont porté essentiellement sur le suivi de la mise en oeuvre des liaisons maquantes, l'acheminement et les tarifs ainsi que sur la maintenance.

a) Mise en oeuvre du réseau

En matière de mise en oeuvre du PANAFTEL, des négociations sont en cours pour la réalisation des projets suivants :

| | |
|---------|----------------------------------|
| Soudan | - Eypste |
| Nigéria | - Cameroun (Bassin du Lac Tchad) |
| Rwanda | - Tanzanie (OBK) |
| Rwanda | - Ouganda (OBK) |
| Burundi | - Tanzanie (OBK) |

b) Acheminement et tarifs

Un questionnaire a été adressé à toutes les administrations des Etats membres afin de mettre à jour les informations relatives à l'utilisation du réseau. Dans ce contexte, l'UPAT a collaboré avec l'UIT dans les activités préparatoires de l'organisation de la Réunion des responsables chargés de l'exploitation des réseaux de télécommunication en Afrique tenue à Addis-Abéba en novembre/décembre 1987. L'objectif de la réunion était d'identifier les problèmes qui empêchent une plus large utilisation du PANAFTEL pour l'acheminement du trafic intra-africain et de recommander des solutions appropriées.

Des études sont encore en cours pour l'harmonisation des tarifs en Afrique.

En vue de la mise en oeuvre de la recommandation de la Conférence sur le développement des télécommunications tenue à Tunis en janvier 1987, qui demandait que l'UPAT prenne progressivement en charge les activités du groupe TAF, le Conseil d'administration de l'UPAT a demandé au Secrétariat général d'étudier les implications de cette recommandation. Le Secrétariat général a exploré auprès de l'UIT, de la CEA et de la BAD les possibilités d'assistance à cet égard.

c) Câbles sous-marins

Le Secrétariat général continue à assurer le suivi de l'évolution de l'extension du système de câbles sous-marins de la région de l'océan Atlantique. Le rapport sur l'étude préliminaire de faisabilité d'un câble sous-marin de la côte de l'Afrique de l'Est est à l'étude.

ii) Système régional africain de communications par satellite (RASCOS)

L'UPAT a participé à la réunion des institutions de supervision que sont la CEA, l'UIT, l'UPAT, l'UAPT et l'URTNA; la réunion s'est tenue en juin/juillet 1987 pour passer en revue le projet de directives pour la conduite des études de faisabilité au niveau national du projet RASCOS.

La réunion a permis aussi au personnel du bureau du projet d'explicitier aux fonctionnaires désignés des agences de supervision leur rôle dans les études. Les suggestions et amendements faits à la réunion ont été pris en compte dans le projet final des Directives qui a été soumis à la 14ème réunion du CCII pour approbation.

L'UPAT a participé et a apporté sa contribution à la réunion d'information des coordinateurs nationaux du Cameroun, du Congo, de la République centrafricaine, du Tchad, du Burundi, du Gabon, de Madagascar, du Rwanda et du Zaïre qui a eu lieu en juillet 1987 à Kinshasa. Les coordinateurs nationaux du Gabon et du Rwanda n'ont pas participé à la réunion. L'UPAT a également participé et apporté sa contribution à la réunion d'information des coordinateurs nationaux de l'Angola, du Botswana, du Lesotho, de la Jamahiriya arabe libyenne, du Malawi, du Mozambique, du Swaziland et du Zimbabwe, tenue à Harare en août 1987. La Jamahiriya arabe libyenne y était absente. Les coordinateurs nationaux ont tous approuvé le fait d'avoir organisé les réunions d'information parce que cela leur a donné l'occasion de bien comprendre les besoins et ce que l'on attend des études de faisabilité au niveau national.

A l'UPAT a été attribuée la responsabilité de supervision des études au niveau national de l'Angola, du Malawi, de la République-Unie de la Tanzanie et de la Zambie.

iii) Autres activités

- L'UPAT a participé à la 14ème réunion du CCII tenue à Addis-Abéba en juillet 1987. Le Directeur du projet et les deux Experts principaux du bureau du projet RASCOM ont également pris part à la réunion qui était pour eux la première depuis leur recrutement en mar 1987. L'Ethiopie et le Zimbabwe ont également participé à la réunion en leur qualité de souscripteurs aux prêts contractés auprès de la BAD. La réunion a approuvé les directives de la conduite des études de faisabilité au niveau national.

- Afin d'impliquer les organisations économiques sous-régionales à cette campagne, il leur a été demandé d'indiquer leurs approches respectives en matière de "Promotion de l'industrialisation dans le domaine des télécommunications en Afrique". Leurs réponses permettraient à l'Union d'élaborer un programme pragmatique pour le développement des industries de télécommunications en Afrique. L'Union doit collaborer avec l'ONUDI, la CEA et l'UIT dans cette campagne, tel que cela a été recommandé par la Conférence sur le développement des télécommunications africaines, tenue à Tunis en janvier 1987.

CAMR-MOB 87 Le Secrétariat général a sensibilisé les administrations africaines des télécommunications sur l'importance de cette conférence qui s'est tenue à Genève en septembre/octobre 1987 et les a invitées à y participer. L'UPAT était représentée par l'OUA. Par l'entremise du Secrétariat général, les radiobalises de localisation des sinistres (RLS) opérant par Immarsat ont été installées sur l'un des bateaux de la compagnie maritime zairoise (CMZ), à des fins expérimentales.

Séminaire sur la planification des télécommunications rurales en Afrique:
L'UPAT a participé et présenté une contribution intitulée "Prospective africaine de la promotion des télécommunications rurales" au séminaire qui s'est tenu à Harare en octobre 1987.

TELECOM FORUM 87: L'UPAT a participé et présenté au forum ci-dessus, tenu à Genève en octobre 1987, une contribution intitulée "le Projet RASCOM", la nouvelle dimension du PANAFTEL : vers une communauté africaine en l'an 2000.

Séminaire/atelier régional sur la planification de la radiodiffusion télévisuelle en VHF/UHF: Ce séminaire/atelier, qui s'est tenu à Dakar en novembre/décembre 1987, avait pour but de préparer les cadres africains des télécommunications à participer efficacement aux travaux de la 2ème session de la Conférence régionale pour la planification de la radiodiffusion télévisuelle en VHF/UHF prévue en 1989. L'UPAT y a fait un discours d'orientation générale et participé au séminaire/atelier.

21ème conférence régionale annuelle des télécommunications de l'Afrique orientale et australe (ARTC): L'UPAT a participé à cette Conférence annuelle qui s'est tenue à Addis-Abéba en décembre 1987 et qui a pour objet de passer en revue l'état de développement des télécommunications dans la sous-région.

e) Union internationale des télécommunications (UIT)

L'UIT a en 1987 entrepris plusieurs activités dans le cadre de la Décennie, notamment :

i) Conférence des administrations africaines des télécommunications:
En coopération avec les autres membres du Comité de coordination du projet PANAFTEL (CEA, OUA, UPAT et BAD), l'UIT a organisé cette conférence à Tunis en 1987, comme demandé par la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification, dans sa résolution ECA/UNTACDA/Res. 86/64 adoptée à Harare. Parmi les résultats de cette réunion, figure l'adoption d'une stratégie pour le développement des télécommunications, y compris la radiodiffusion, à l'horizon 2000.

ii) Application de la résolution de la Conférence de Tunis sur le développement des télécommunications africaines: L'UIT a redoublé d'efforts pour sensibiliser les Etats membres et les aider à appliquer les résolutions et recommandations de Tunis, qui visent à assurer le développement des télécommunications d'ici à l'an 2000. On peut citer les activités suivantes

- Sensibilisation de la Conférence des ministres de la CEA, qui, à sa 13è session tenue en avril 1987, a adopté la résolution 610 (XXII), par laquelle elle a demandé aux Etats membres d'accélérer le développement des télécommunications aux niveaux national et régional, grâce aux actions suivantes:

- Formulation de politiques et de plans directeurs nationaux en matière de communications;

- Elaboration d'accords sur les tarifs et les acheminements afin d'accroître le trafic intra-africain sur les réseaux du continent;
- Réalisation de travaux de recherche-développement aux niveaux sous-régional et régional;
- Intensification des activités de formation aux niveaux national, sous-régional et régional.
- Assistance aux Etats membres dans l'élaboration de plans directeurs nationaux des télécommunications, de la radiodiffusion et de la télévision (Malawi, Zimbabwe, Botswana et, bientôt, le Mali et le Cap-Vert).
- Réalisation d'études dans les pays de l'Afrique de l'Est et de la SADCC, concernant la planification et la gestion de services de radiodiffusion. Il s'agit d'aider ces pays à assurer l'autonomie en matière de planification et de gestion de leurs services de radiodiffusion, grâce à la formation de cadres nationaux compétents. Ce projet est exécuté sous-région par sous-région; en 1988, ce sera le tour des sous-régions de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

iii) Réseau PANAFTTEL

En sa qualité d'agent d'exécution du projet PANAFTTEL, l'UIT a, en collaboration avec le Gouvernement éthiopien, organisé à Addis-Abéba du 3 au 7 décembre une réunion des responsables chargés de l'exploitation des réseaux de télécommunications en Afrique. Analysant l'état d'avancement du réseau PANAFTTEL au mois de décembre 1987, la réunion s'est penchée sur les points suivants :

- Etat d'exécution du projet PANAFTTEL dans les différentes sous-régions d'Afrique;
- Etat opérationnel du réseau;
- Taux d'utilisation du réseau;
- Possibilités offertes par le réseau pour le trafic intra-africain;
- Degré de satisfaction des besoins des usagers;
- Obstacles à une utilisation efficace des liaisons de télécommunications intra-africaines.

Au 31 décembre 1987, 35000 km de faisceaux hertziens et 38 centres internationaux de commutation téléphonique avaient été installés. En outre, 5000 km de câbles sous-marins avaient été posés et des stations terriennes de satellite fonctionnaient dans 41 des 45 pays participant au projet PANAFTTEL.

Les projets PANAFTTEL achevés ou en cours d'exécution en 1986 et 1987 sont indiqués au chapitre III du présent rapport.

iv) Système régional africain de communications par satellite (RASCOS)

Depuis la dernière réunion du CCII (Décennie), l'exécution du projet RASCOS a beaucoup progressé. Une réunion du CCII (RASCOS) s'est tenue à Genève en décembre 1987, au cours de laquelle :

- il a été indiqué que 49 pays africains avaient désigné leur comité national de coordination et participaient activement à l'étude du projet;

- le personnel du projet a été complété, grâce au recrutement du personnel administratif;

- il a été décidé que les études nationales devraient être prêtes en août 1988. D'ailleurs, certains pays ont déjà envoyé leur projet de rapport;

- les membres du CCII (RASCOS) ont salué l'idée de publier une Note d'information sur le RASCOS;

- le CCII (RASCOS) a estimé que le document-type du RASCOS était utile aux Comités nationaux de coordination;

- il a été prévu que la réunion du Comité exécutif intérimaire du RASCOS se réunirait en juillet ou août 1988;

- il a été décidé qu'une réunion des ministres chargés des télécommunications se tiendrait en octobre ou novembre 1988.

v) Financement du projet RASCOS

L'OUA a annoncé son intention de financer l'étude du RASCOS à hauteur de 200 000 dollars. Ce geste a été très bien accueilli par le CCII.

La BAD a annoncé que les conditions de financement du FAD pourraient être modifiées au cours de la réunion du Conseil d'administration en mars 1988. Cette modification pourrait affecter les modalités de financement du RASCOS, mais tout dépend de la décision du Conseil. Le Zimbabwe et l'Ethiopie ont demandé à la BAD des prêts à des conditions de faveur, pour financer l'étude du RASCOS.

Les autres bailleurs de fonds sont l'Italie (1 million de dollars), l'UIT (480 000), le PNUD (480 000), l'OUA (200 000) et l'UNESCO (15 000). Des négociations sont en cours avec la RFA pour une somme de 1 million de marks. Plusieurs autres pays ont fait part de leur souhait de participer au financement du projet RASCOS.

CHAPITRE V

COOPERATION ET SOUTIEN DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE

Conformément à l'engagement pris lors de l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA et de la session spéciale de l'Assemblée générale de l'ONU tenue en 1986, les pays africains ont mis au point des programmes de réforme et de redressement destinés à diversifier leur économie et à stimuler la croissance. Mais ces importantes réformes structurelles n'ont pas bénéficié d'un appui suffisant de la part des bailleurs de fonds. En fait, les flux réels de ressources nettes vers le continent ont continué de décroître.

L'Afrique se relève peu à peu d'une des famines les plus graves de son histoire récente. Plusieurs parties du continent ont enregistré une bonne pluviométrie et les revenus par habitant devraient croître cette année pour la première fois depuis 1980. Toutefois, il n'y a pas là de quoi se réjouir. En effet, les pays africains à faible revenu sont plus pauvres en 1987 qu'ils ne l'étaient en 1960. Malgré quelques signes de reprise ça et là, le problème de l'endettement s'aggrave et, pour la majorité des pays, la dette dépasse 50 p.100 du PIB. Les efforts déployés par l'Afrique pour se sortir de la crise sont voués à l'échec si des crédits supplémentaires ne lui sont pas accordés par la communauté internationale.

Le redressement économique, les réformes structurelles et la restauration des capacités d'importation du continent (grâce à un allègement de la dette couplé à des crédits supplémentaires) sont intimement liés. La reprise économique est essentielle si l'on veut arrêter la paupérisation croissante de l'Afrique.

Les taux d'investissement ne cessent de baisser depuis 1980 et sont aujourd'hui parmi les plus faibles du monde en développement. Les transports et les communications n'ont donc pas été épargnés par la crise. La Décennie, qui a été proclamée par la communauté internationale, n'a même pas reçu de la part des bailleurs de fonds la moitié des crédits nécessaires à l'exécution de son programme.

A un an de la fin de la Décennie, tout porte à croire que les taux d'exécution des projets seront loin d'atteindre les objectifs fixés. Sans l'aide immédiate de la communauté internationale, les transports et les communications continueront de souffrir de sérieuses déficiences.

Le PNUD a continué d'assurer le financement du Groupe de coordination de la Décennie en plus de projets régionaux de transport et de communications. C'est également l'un des principaux bailleurs de fonds du projet de système régional de communications par satellite. En 1987, le PNUD a accordé à la CEA une somme de 5 millions de dollars pour l'exécution de projets régionaux inscrits au programme de la Décennie.

Le programme de la seconde phase de la Décennie comprend 1048 projets d'un coût estimatif total de 18 milliards 322 millions de dollars. Le financement obtenu à ce jour s'élève à 5 milliards 903 millions, soit 32 p.100 du coût total. Sur cette somme, 3 milliards 664 millions, soit 62 p.100, ont été obtenus auprès de sources extérieures et 2 milliards 239

millions, soit 38 p.100, ont été dégagés par les Etats africains. On voit donc que la communauté internationale n'a fourni que 20 p.100 du coût total du programme tandis que les pays africains ont dégagé 12 p.100, et ce, malgré de graves problèmes économiques et le faible niveau des ressources accordées au continent. On trouvera à l'annexe II une liste détaillée des projets pour lesquels un financement a été obtenu ainsi que les sources de financement.

Le tableau ci-après récapitule, secteur par secteur, les projets pour lesquels un financement a été obtenu et indique la répartition de ces crédits entre les sources extérieures et les sources locales.

Dans le cadre de ces efforts en vue de mobiliser les ressources nécessaires à l'exécution des projets de la Décennie, la CEA avait prévu d'organiser au cours de la période considérée, deux réunions de cofinancement pour les projets des couloirs de transport de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique de l'Ouest. Toutefois, ces deux réunions ont dû être reportées pour des raisons de force majeure.

Au cours de la période considérée, différents bailleurs de fonds ont apporté une assistance financière pour le développement des transports et des communications en Afrique. N'ayant pu obtenir des informations sur les contributions de tous, on se contentera ici d'en mentionner quelques-unes.

La Banque mondiale (BIRD et IDA) a accordé des crédits pour un montant de 499,5 millions de dollars, dont 346,7 millions pour les transports et 152,8 millions pour les communications. Ce montant représente une augmentation de 237,7 millions de dollars, soit 90 p.100, par rapport à 1986, mais une diminution de 3,8 p.100 par rapport à 1985.

Ont participé à des opérations de financement aux côtés de la Banque mondiale, les pays et organismes suivants: la BAD (35 millions de dollars), la CCCE (22,9 millions), le FED (23 millions), le FAD (15,8 millions), le KFW (15,3 millions), l'ODA (13,4 millions), le SIDA (11 millions), l'Italie (10 millions), les Pays-Bas (3,9 millions), la Banque commerciale des Pays-Bas (3,9 millions), l'US-AID (1,5 million), la Fondation Live Aid/Band Aid (1,3 million) et GTZ (1 million).

La BAD (y compris le FAD) a accordé des crédits d'un montant de 180,44 millions de dollars pour les projets de transport et de communications, dont 131,03 millions pour les transports (101,84 millions pour les routes, 17,16 millions pour le transport aérien, 11,27 millions pour divers modes, et 760 000 pour les ports) et 49,41 millions pour les télécommunications. Les crédits de 1985-86 ont représenté une baisse de 47,7 p.100 par rapport à l'exercice 1984-1985.

Pour les projets financés par la BAD, des crédits complémentaires ont été fournis par le Fonds d'affectation spéciale du Nigéria (9,93 millions de dollars), SAFC (11,94 millions), l'IDA (5,18 millions), l'ODA (4,73 millions), le BNUS (5,67 millions) et la Norvège (2,82 millions).

Outre le financement du Groupe de coordination de la Décennie, le PNUD a continué d'apporter un appui financier au développement des transports et des communications en Afrique, dans le cadre de son quatrième cycle de programmation (1987-1991).

Tableau 2: Etat récapitulatif des projets pour lesquels un financement a été obtenu
(au 31 décembre 1987)

| Nombre total de projets inscrit au programme | | Financement obtenu 1984-1987 | | | | | | En pourcentage du coût total |
|---|--------|------------------------------|----------------|-------------------------|--|----------------------|-------|---------------------------------|
| Secteur | Nombre | Coût | | Nombre de projets | Financement extérieur (en millions de dollars) | Financement local | Total | |
| | | (en millions de dollars) | Coût révisé | | | | | |
| | | | | | | | | |
| Toutes | 236 | 5 088 | 5 193 | 130 | 1 097 | 499 | 1 596 | 31 |
| Chemins de fer | 84 | 5 616 | 6 312 | 54 | 1 368 | 741 | 2 107 | 30 |
| Transport maritime | 38 | 488 | 487 | 4 | 11 | 4 | 15 | 3 |
| Aviation | 70 | 1 871 | 1 824 | 36 | 591 | 508 | 1 099 | 59 |
| Transport aérien | 84 | 823 | 1 000 | 42 | 80 | 179 | 259 | 26 |
| Transport par voies d'eau | 45 | 332 | 332 | 7 | 7 | 21 | 28 | 9 |
| Intérieurs | 11 | 27 | 28 | 7 | 15 | 1 | 16 | 59 |
| Transport multimodal | | | | | | | | |
| Tout (Transports) | 578 | 14 354 | 15 177 | 280 | 3 167 | 1 953 | 5 120 | 38 |
| Communications | 215 | 2 685 | 2 774 | 87 | 414 | 175 | 589 | 22 |
| Radio-diffusion | 120 | 780 | 636 | 50 | 57 | 64 | 141 | 20 |
| Services postaux | 135 | 523 | 493 | 36 | 26 | 27 | 53 | 10 |
| Tout (Communications) | 470 | 3 988 | 3 903 | 173 | 497 | 286 | 783 | 20 |
| Total général | 1 048 | 18 322 | 19 080 | 453 | 3 664 | 2 239 | 5 903 | 32 |

CHAPITRE VI

EVENEMENTS SPECIFIQUES ET SIGNIFICATIFS INTERVENUS AU COURS DE L'ANNEE

Plusieurs évènements spécifiques sont intervenus au cours de l'année 1987 qui ont affecté la mise en oeuvre du programme de la Décennie. La sécheresse et la crise économique qui monopolisaient l'attention des pays africains et de la communauté internationale ont continué d'être la préoccupation majeure en 1987.

L'étude de faisabilité du Système régional de communications par satellite a démarré en 1987 sous la direction d'un Comité de coordination interinstitutions (CCII) spécial 1/, qui a servi à uniformiser les études nationales et à déterminer le système de télécommunications qui répond le mieux aux besoins de l'Afrique au cours des deux prochaines décennies. Conformément à la résolution ECA/UNTACDA/Res./86/65 et à la décision du CCII, un bureau du projet a été ouvert en mars 1987 au siège de l'UIT. En outre, des comités de coordination nationaux multidisciplinaires ont été mis en place dans 48 pays (les PTT servant de centre de liaison) pour conduire et coordonner les activités des membres du comité. Afin d'assurer l'uniformité des études nationales, le bureau du projet a élaboré, à l'intention des comités nationaux, des directives pour la réalisation des études de faisabilité dans les différents pays. Ces directives ont été approuvées par le CCII à sa 14^e réunion tenue en juillet 1987 à Addis-Abeba. L'étude devrait être terminée en 1988.

Conformément à la résolution ECA/UNTACDA/Res.86/64 par laquelle la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification a souligné le rôle important des télécommunications pour le développement socio-économique et culturel de tous les pays, la Conférence africaine sur le développement des télécommunications s'est tenue à Tunis en janvier 1987. Cette conférence avait pour objectif de poursuivre les travaux de la Conférence mondiale sur les télécommunications et de formuler des recommandations adaptées au contexte africain. A cet égard, la Conférence a formulé des recommandations pour les cinq prochaines années et au-delà. C'est ainsi que sont recommandées des actions concertées de la part des banques, qui devront accorder des prêts à des conditions favorables, des organisations internationales, notamment la CEA et l'UIT, qui devront apporter l'assistance technique requise, des organisations intergouvernementales africaines, qui devront apporter leur appui politique, et, enfin, de l'ensemble des administrations africaines des télécommunications, qui devront appliquer ces recommandations.

1/ Composition de ce Comité : OUA (Président), CEA (Vice-président), UIT (Coordonnateur technique), BAD, PNUD, UPAT, URTANA, CAFAC, UNESCO et UAPT.

ANNEXE I
Routes et transport routier

| S | Nbre total de Projets | (a) | (b) | (c) | Cout total Initial | Revisé (en millions de dollars) | Financement local obtenu | Financement extérieur obtenu | Financement total obtenu |
|-----------------|--------------------------|-----|-----|-----|-----------------------|------------------------------------|--------------------------------|------------------------------------|--------------------------------|
| IN | 6 | 6 | 2 | 3 | 89.40 | 99.37 | 1.50 | 56.71 | 58.21 |
| UNDI | 6 | 6 | 2 | 2 | 137.69 | 125.99 | 2.70 | 79.64 | 82.34 |
| EROUN | 13 | 13 | 3 | 2 | 528.40 | 528.40 | 35.99 | 100.50 | 136.49 |
| VERT | 8 | 8 | 4 | 0 | 22.86 | 20.50 | 0.83 | 11.05 | 11.88 |
| .CENTRAFRICAINE | 6 | 6 | 1 | 5 | 41.62 | 42.26 | 3.17 | 39.09 | 42.26 |
| AD | 5 | 4 | 0 | 0 | 12.30 | 12.30 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| GO | 4 | 4 | 0 | 0 | 168.60 | 168.60 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| BOUTI | 4 | 4 | 1 | 0 | 41.65 | 41.65 | 0.09 | 0.65 | 0.74 |
| IOPIE | 10 | 10 | 7 | 2 | 257.86 | 518.50 | 201.25 | 17.55 | 218.80 |
| ON | 4 | 4 | 0 | 1 | 225.45 | 224.30 | 3.70 | 0.00 | 3.70 |
| BIE | 7 | 5 | 2 | 0 | 63.40 | 67.50 | 4.01 | 18.97 | 22.98 |
| NA | 15 | 15 | 4 | 3 | 581.54 | 490.81 | 19.88 | 71.50 | 91.38 |
| NEE | 8 | 8 | 4 | 2 | 338.85 | 355.97 | 20.25 | 160.60 | 180.85 |
| NEE-BISSAU | 3 | 3 | 1 | 1 | 17.75 | 17.75 | 0.20 | 14.00 | 14.20 |
| E D'IVOIRE | 6 | 6 | 2 | 3 | 70.59 | 70.59 | 21.99 | 3.00 | 24.99 |
| YA | 9 | 9 | 6 | 3 | 180.16 | 232.77 | 95.97 | 136.80 | 232.77 |
| OTHO | 3 | 3 | 2 | 0 | 101.50 | 91.20 | 14.40 | 0.30 | 14.70 |
| ERIA | 7 | 7 | 0 | 4 | 32.95 | 32.40 | 1.50 | 2.80 | 4.30 |
| AGASCAR | 1 | 1 | 0 | 1 | 1.00 | 1.20 | 0.00 | 1.20 | 1.20 |
| AWI | 2 | 2 | 1 | 1 | 3.45 | 3.45 | 1.35 | 2.10 | 3.45 |
| I | 11 | 11 | 4 | 4 | 58.15 | 56.61 | 4.61 | 34.36 | 38.97 |
| IRITANIE | 2 | 2 | 0 | 1 | 4.00 | 4.00 | 0.00 | 1.00 | 1.00 |
| OC | 3 | 2 | 0 | 1 | 24.00 | 24.00 | 0.00 | 6.00 | 6.00 |
| ER | 5 | 5 | 2 | 3 | 180.65 | 180.65 | 7.96 | 119.75 | 127.71 |
| ERIA | 6 | 1 | 1 | 0 | 61.00 | 27.00 | 2.90 | 24.10 | 27.00 |
| NDA | 5 | 5 | 1 | 4 | 5.73 | 4.65 | 2.74 | 1.91 | 4.65 |
| EGAL | 3 | 3 | 2 | 1 | 26.20 | 26.50 | 0.00 | 12.22 | 12.22 |
| RRRA LEONE | 2 | 2 | 1 | 1 | 0.86 | 0.86 | 0.05 | 0.60 | 0.65 |
| ALIE | 4 | 4 | 2 | 2 | 96.40 | 93.83 | 0.00 | 3.08 | 3.08 |
| DAN | 12 | 12 | 1 | 2 | 256.30 | 226.30 | 8.10 | 10.70 | 18.80 |
| ZANIE | 5 | 5 | 2 | 2 | 57.50 | 48.50 | 10.90 | 24.70 | 35.60 |
| O | 3 | 3 | 2 | 0 | 20.75 | 20.75 | 0.00 | 20.50 | 20.50 |
| ANDA | 2 | 2 | 2 | 0 | 131.76 | 59.54 | 3.81 | 43.41 | 47.22 |

ANNEXE I
Routes et transport routier

| PAYS | Nbre total de Projets | (a) | (b) | (c) | Cout total Initial | Revisé (en millions de dollars) | Financement | | |
|--------------------------------------|--------------------------|-----|-----|-----|-----------------------|------------------------------------|-----------------|------------------------------------|--------------------------------|
| | | | | | | | local obtenu | Financement extérieur obtenu | Financement total obtenu |
| BURKINA FASO | 6 | 6 | 4 | 1 | 177.80 | 196.05 | 6.25 | 77.50 | 83.75 |
| GAMBIE | 8 | 8 | 1 | 4 | 191.30 | 191.30 | 1.50 | 3.20 | 4.70 |
| IMBABWE | 5 | 5 | 2 | 3 | 24.72 | 22.02 | 21.62 | 0.40 | 22.02 |
| Total Projets Nationaux | 209 | 200 | 69 | 62 | 4234.14 | 4328.07 | 499.22 | 1099.89 | 1599.11 |
| Projets Régionaux/ sous-régionaux | 10 | 1 | 1 | 0 | 0.45 | 0.45 | 0.00 | 0.45 | 0.45 |
| TOTAL | 219 | 201 | 70 | 62 | 4234.59 | 4328.52 | 499.22 | 1100.34 | 1599.56 |

) Projets pour lesquels des informations sont disponibles
) Projets en cours d'exécution
) Projets entièrement exécutés

ANNEXE I
Chemins de fer et transport ferroviaire

| | Nbre total de projets | (a) | (b) | (c) | Coût total Initial | Révisé (en millions de dollars) | Financement | | |
|---------------|--------------------------|-----|-----|-----|-----------------------|------------------------------------|-----------------|---------------------|--------------------------------|
| | | | | | | | local obtenu | extérieur obtenu | Financement total obtenu |
| E | 1 | 1 | 1 | 0 | 600.00 | 500.00 | 16.00 | 0.00 | 16.00 |
| | 2 | 2 | 1 | 0 | 36.00 | 36.00 | 4.00 | 0.00 | 4.00 |
| | 1 | 1 | 1 | 0 | 7.50 | 9.60 | 1.00 | 8.60 | 9.60 |
| UN | 1 | 1 | 1 | 0 | 80.00 | 100.00 | 8.00 | 92.00 | 100.00 |
| | 1 | 1 | 1 | 0 | 120.00 | 150.00 | 5.30 | 115.30 | 120.60 |
| | 2 | 2 | 2 | 0 | 1293.00 | 1510.00 | 536.30 | 535.00 | 1071.30 |
| | 3 | 3 | 2 | 0 | 35.60 | 35.60 | 21.80 | 1.65 | 23.45 |
| | 1 | 1 | 1 | 0 | 105.00 | 105.00 | 0.00 | 6.40 | 6.40 |
| | 2 | 2 | 0 | 2 | 60.00 | 60.00 | 60.00 | 0.00 | 60.00 |
| | 1 | 1 | 0 | 0 | 5.60 | 5.60 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| | 1 | 1 | 1 | 0 | 152.00 | 152.00 | 0.70 | 0.00 | 0.70 |
| | 1 | 1 | 0 | 1 | 8.40 | 19.50 | 1.50 | 18.00 | 19.50 |
| | 5 | 5 | 3 | 1 | 30.13 | 84.13 | 0.13 | 35.63 | 35.76 |
| | 1 | 1 | 1 | 0 | 25.00 | 61.70 | 0.00 | 19.00 | 19.00 |
| | 8 | 8 | 4 | 0 | 475.00 | 508.90 | 2.50 | 174.40 | 176.90 |
| | 3 | 3 | 0 | 1 | 17.80 | 16.40 | 0.00 | 0.60 | 0.60 |
| | 1 | 1 | 1 | 0 | 13.00 | 13.00 | 1.00 | 1.00 | 2.00 |
| | 7 | 7 | 4 | 1 | 148.13 | 285.81 | 7.67 | 86.09 | 93.76 |
| | 1 | 1 | 1 | 0 | 23.60 | 31.11 | 19.25 | 4.10 | 23.35 |
| | 4 | 4 | 3 | 1 | 252.60 | 318.08 | 38.24 | 80.30 | 118.54 |
| | 4 | 4 | 2 | 0 | 5.30 | 5.30 | 0.50 | 2.00 | 2.50 |
| | 51 | 51 | 30 | 7 | 3493.66 | 4107.73 | 723.89 | 1180.07 | 1903.96 |
| Total Projets | | | | | | | | | |
| Nationaux | 26 | 19 | 10 | 7 | 407.48 | 489.28 | 16.70 | 185.78 | 202.48 |
| s Régionaux | | | | | | | | | |
| Régionaux | 77 | 70 | 40 | 14 | 3901.14 | 4597.01 | 740.59 | 1365.85 | 2106.44 |
| TOTAL | | | | | | | | | |

projets pour lesquels des informations sont disponibles
projets en cours d'exécution
projets entièrement exécutés

ANNEXE I
Transports maritimes

| | Nbre total de projets | (a) | (b) | (c) | Coût total Initial | Revisé (en millions de dollars) | Financement | | |
|--------------------------------------|--------------------------|-----|-----|-----|-----------------------|------------------------------------|-----------------|---------------------|--------------------------------|
| | | | | | | | local obtenu | extérieur obtenu | Financement total obtenu |
| E | 1 | 1 | 0 | 1 | 3.00 | 3.00 | | | |
| RT | 1 | 1 | 1 | 0 | 3.20 | 2.82 | 0.00 | 2.82 | 2.82 |
| IE | 1 | 1 | 0 | 1 | 7.00 | 8.00 | 0.00 | 8.00 | 8.00 |
| | 1 | 1 | 1 | 0 | 3.50 | 3.50 | 3.50 | 0.00 | 3.50 |
| | 1 | 1 | 0 | 0 | 0.36 | 0.36 | | | |
| | 1 | 1 | 0 | 1 | 142.50 | 142.50 | | | |
| | 1 | 1 | 0 | 0 | 8.00 | 8.00 | | | |
| | 7 | 7 | 2 | 3 | 167.56 | 168.18 | 3.50 | 10.82 | 14.32 |
| Total Projets Nationaux | 21 | 6 | 0 | 4 | 107.08 | 107.08 | 0.00 | 0.13 | 0.13 |
| Projets Regionaux/ sous-regionaux | 28 | 13 | 2 | 7 | 274.64 | 275.26 | 3.50 | 10.95 | 14.45 |
| TOTAL | | | | | | | | | |

jets pour lesquels des informations sont disponibles
jets en cours d'exécution
jets entièrement exécutés

ANNEXE I
Ports Maritimes

| | Nbre total de projets | (a) | (b) | (c) | Coût total Initial | Révisé (en millions de dollars) | Financement local obtenu | Financement extérieur obtenu | Financement total obtenu |
|-------------------------|--------------------------|-----|-----|-----|-----------------------|------------------------------------|-----------------------------|---------------------------------|-----------------------------|
| UNDI | 1 | 1 | 1 | 0 | 4.60 | 4.60 | 1.00 | 0.00 | 1.00 |
| -VERT | 3 | 3 | 2 | 0 | 29.40 | 29.40 | 0.00 | 1.06 | 1.06 |
| GO | 3 | 3 | 1 | 0 | 45.00 | 45.00 | 0.18 | 1.36 | 1.54 |
| BOUTI | 2 | 2 | 0 | 1 | 2.39 | 2.39 | 0.00 | 0.09 | 0.09 |
| IOPIE | 5 | 5 | 3 | 0 | 124.20 | 124.20 | 14.50 | 5.50 | 20.00 |
| DN | 1 | 1 | 1 | 0 | 140.18 | 37.50 | 37.50 | 0.00 | 37.50 |
| NA | 4 | 4 | 2 | 1 | 68.45 | 152.23 | 18.35 | 75.68 | 94.03 |
| NEE | 4 | 4 | 1 | 0 | 11.20 | 11.20 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| ISSAU | 1 | 1 | 1 | 0 | 30.00 | 47.50 | 0.00 | 46.00 | 46.00 |
| E D'IVOIRE | 1 | 1 | 0 | 0 | 84.00 | 84.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| ERIA | 2 | 2 | 0 | 0 | 12.50 | 12.50 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| YE | 3 | 3 | 1 | 2 | 301.00 | 301.00 | 301.00 | 0.00 | 301.00 |
| AGASCAR | 2 | 2 | 2 | 0 | 45.00 | 19.70 | 0.00 | 19.70 | 19.70 |
| I | 1 | 1 | 1 | 0 | 6.08 | 6.08 | 0.00 | 2.85 | 2.85 |
| OC | 3 | 3 | 2 | 0 | 104.00 | 104.00 | 70.00 | 30.00 | 100.00 |
| AMBIQUE | 2 | 2 | 2 | 0 | 343.70 | 317.10 | 0.30 | 174.00 | 174.30 |
| ER | 1 | 1 | 1 | 0 | 3.90 | 3.90 | 1.80 | 0.00 | 1.80 |
| ND | 1 | 1 | 0 | 0 | 10.20 | 10.20 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| EGAL | 1 | 1 | 0 | 1 | 25.00 | 27.60 | 9.40 | 18.20 | 27.60 |
| ALIE | 2 | 2 | 1 | 1 | 30.60 | 30.60 | 2.50 | 22.60 | 25.10 |
| DAN | 2 | 2 | 2 | 0 | 72.00 | 75.00 | 15.50 | 25.00 | 40.50 |
| ZANIE | 1 | 1 | 1 | 0 | 102.60 | 102.60 | 32.00 | 58.90 | 90.90 |
| D | 1 | 1 | 1 | 0 | 106.80 | 106.80 | 0.00 | 106.80 | 106.80 |
| RE | 3 | 3 | 2 | 0 | 63.01 | 63.01 | 3.86 | 6.30 | 10.16 |
| Total Projets Nationaux | 50 | 50 | 28 | 6 | 1765.81 | 1718.11 | 507.89 | 594.04 | 1101.93 |
| Projets Régionaux/ | 9 | 5 | 2 | 3 | 11.80 | 10.96 | 2.90 | 3.90 | 6.80 |
| s-régionaux | 59 | 55 | 30 | 9 | 1777.61 | 1729.07 | 510.79 | 597.94 | 1108.73 |
| TOTAL | | | | | | | | | |

projets pour lesquels des informations sont disponibles
Projets en cours d'exécution
projets entièrement exécutés

ANNEXE I
Transport arien

| | Nbre total de projets | (a) | (b) | (c) | Coût total Initial | Révisé (en millions de dollars) | Financement | | |
|-------------------------|--------------------------|-----|-----|-----|-----------------------|------------------------------------|-----------------|---------------------|--------------------------------|
| | | | | | | | local obtenu | extérieur obtenu | Financement total obtenu |
| UNDI | 2 | 1 | 0 | 1 | 11.08 | 11.12 | 0.00 | 1.80 | 1.80 |
| EROUN | 1 | 1 | 1 | 0 | 31.00 | 31.00 | 31.00 | 0.00 | 31.00 |
| VERT | 2 | 2 | 2 | 0 | 15.70 | 24.70 | 2.00 | 0.15 | 2.15 |
| CENTRAFRICAINE | 1 | 1 | 1 | 0 | 18.70 | 11.20 | 0.00 | 10.51 | 10.51 |
| GO | 1 | 1 | 1 | 0 | 59.42 | 59.42 | 1.02 | 0.00 | 1.02 |
| OUTI | 5 | 5 | 1 | 0 | 33.20 | 33.20 | 0.00 | 2.90 | 2.90 |
| OPIE | 3 | 3 | 3 | 0 | 148.21 | 181.60 | 58.78 | 0.00 | 58.78 |
| N | 1 | 1 | 0 | 0 | 4.00 | 4.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| A | 3 | 3 | 3 | 0 | 30.47 | 17.90 | 8.65 | 3.50 | 12.15 |
| EE | 1 | 1 | 0 | 0 | 2.22 | 2.22 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| RIA | 1 | 1 | 0 | 1 | 1.00 | 0.17 | 0.00 | 0.17 | 0.17 |
| GASCAR | 4 | 4 | 2 | 0 | 29.82 | 18.84 | 3.72 | 1.85 | 5.57 |
| WI | 3 | 3 | 2 | 1 | 5.96 | 31.48 | 4.70 | 4.71 | 9.41 |
| ITANIE | 2 | 2 | 2 | 0 | 11.23 | 13.27 | 0.26 | 5.63 | 5.89 |
| ICE | 3 | 3 | 0 | 1 | 2.86 | 2.86 | 0.00 | 0.07 | 0.07 |
| ICE | 3 | 3 | 1 | 1 | 1.86 | 1.37 | 0.08 | 0.21 | 0.29 |
| R | 3 | 3 | 0 | 1 | 36.88 | 36.88 | 0.00 | 0.88 | 0.88 |
| HELLES | 1 | 1 | 1 | 0 | 5.80 | 5.80 | 1.20 | 0.00 | 1.20 |
| RA LEONE | 2 | 2 | 0 | 0 | 9.61 | 9.61 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| AN | 6 | 6 | 2 | 1 | 75.45 | 80.25 | 4.02 | 8.40 | 12.42 |
| ILAND | 1 | 1 | 1 | 0 | 30.00 | 26.00 | 11.00 | 4.30 | 15.30 |
| NDA | 1 | 1 | 1 | 0 | 12.80 | 12.80 | 0.32 | 7.68 | 8.00 |
| INA FASO | 4 | 4 | 2 | 0 | 41.71 | 56.71 | 0.20 | 14.70 | 14.90 |
| E | 1 | 1 | 1 | 0 | 8.00 | 23.60 | 10.00 | 0.00 | 10.00 |
| IE | 3 | 3 | 1 | 1 | 12.80 | 12.80 | 5.10 | 0.60 | 5.70 |
| 5 | 5 | 5 | 0 | 0 | 30.75 | 30.75 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Total Projets Nationaux | 63 | 62 | 28 | 8 | 670.53 | 739.55 | 142.05 | 68.05 | 210.10 |
| ets Regionaux | 10 | 7 | 3 | 3 | 59.80 | 59.80 | 36.78 | 11.49 | 43.49 |
| TOTAL | 73 | 69 | 31 | 11 | 730.33 | 799.35 | 178.83 | 79.54 | 253.59 |

projets pour lesquels des informations sont disponibles
 objets en cours d'exécution
 objets entièrement exécutés

ANNEXE I
Transport par voies d'eau interieures

| S | Nbre total de projets | (a) | (b) | (c) | Coût Total Initial | Revisé (en millions de dollars) | Financement local obtenu | Financement extérieur obtenu | Financement total obtenu |
|----------------------------|--------------------------|-----|-----|-----|-----------------------|------------------------------------|--------------------------------|------------------------------------|--------------------------------|
| UNDI | 2 | 2 | 0 | 1 | 9.80 | 9.80 | 0.00 | 0.80 | 0.80 |
| GO | 2 | 2 | 2 | 0 | 32.60 | 32.60 | 3.56 | 4.93 | 8.49 |
| ON | 1 | 1 | 1 | 0 | 12.00 | 14.50 | 14.50 | 0.00 | 14.50 |
| AWI | 3 | 3 | 1 | 0 | 2.10 | 2.10 | 0.00 | 0.03 | 0.03 |
| ER | 3 | 3 | 0 | 0 | 22.37 | 22.37 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| DAN | 3 | 3 | 0 | 0 | 55.00 | 55.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| ZANIE | 1 | 1 | 1 | 0 | 9.00 | 9.00 | 2.50 | 0.00 | 2.50 |
| ANDA | 4 | 4 | 0 | 1 | 3.92 | 9.15 | 0.00 | 1.00 | 1.00 |
| Total Projets Nationaux | 19 | 19 | 5 | 2 | 146.79 | 154.52 | 20.56 | 6.76 | 27.32 |
| Projets régionaux | | | | | (.00) | (.00) | (.00) | (.00) | (.00) |
| TOTAL | 33 | 19 | 5 | 2 | 146.79 | 154.52 | 20.56 | 6.76 | 27.32 |

Projets pour lesquels des informations sont disponibles
Projets en cours d'exécution
Projets entièrement exécutés

ANNEXE I
Transports Multimodaux

| Nbre Total de projets | (a) | (b) | (c) | Coût Total Initial | Révisé (en millions de dollars) | Financement | | |
|----------------------------|-----|-----|-----|-----------------------|------------------------------------|-----------------|---------------------|--------------------------------|
| | | | | | | local obtenu | extérieur obtenu | Financement total obtenu |
| 1 | 1 | 0 | 1 | 0.40 | 0.40 | 0.40 | 0.00 | 0.40 |
| 1 | 1 | 0 | 1 | 0.12 | 0.12 | 0.00 | 0.12 | 0.12 |
| 1 | 1 | 0 | 1 | 1.05 | 3.40 | 0.00 | 3.40 | 3.40 |
| 1 | 1 | 1 | 0 | 7.10 | 6.29 | 0.79 | 5.50 | 6.29 |
| 2 | 2 | 1 | 0 | 0.14 | 1.00 | 0.20 | 0.80 | 1.00 |
| 6 | 6 | 2 | 3 | 8.81 | 11.21 | 1.39 | 9.82 | 11.21 |
| Total Projets Nationaux | 1 | 0 | 1 | 5.00 | 5.00 | 0.00 | 5.00 | 5.00 |
| Projets Régionaux | 7 | 2 | 4 | 13.81 | 16.21 | 1.39 | 14.82 | 16.21 |
| TOTAL | 7 | 2 | 4 | 13.81 | 16.21 | 1.39 | 14.82 | 16.21 |

projets pour lesquels des informations sont disponibles
projets en cours d'exécution
projets entièrement exécutés

ANNEXE I
Telecommunications

| Nbre Total des projets | (a) | (b) | (c) | Cout Total Initial | Révisé (en millions de dollars) | Financement | | Financement extérieur obtenu | Financement total obtenu |
|---------------------------|-----|-----|-----|-----------------------|------------------------------------|-----------------|-------|------------------------------------|--------------------------------|
| | | | | | | local obtenu | total | | |
| 8 | 8 | 5 | 1 | 15.02 | 25.22 | 1.40 | 13.50 | | 14.90 |
| 7 | 7 | 1 | 3 | 40.56 | 64.85 | 40.72 | 9.00 | | 49.72 |
| 5 | 5 | 2 | 0 | 18.70 | 18.70 | 0.38 | 4.65 | | 5.03 |
| 4 | 1 | 1 | 1 | 59.50 | 59.50 | 0.00 | 0.00 | | 0.00 |
| 6 | 6 | 3 | 2 | 37.66 | 37.82 | 1.00 | 36.18 | | 37.18 |
| 3 | 3 | 0 | 3 | 12.60 | 13.00 | 0.00 | 13.00 | | 13.00 |
| 1 | 1 | 0 | 1 | 20.00 | 20.00 | 20.00 | 0.00 | | 20.00 |
| 3 | 2 | 0 | 0 | 8.54 | 8.54 | 0.00 | 0.00 | | 0.00 |
| 7 | 7 | 5 | 1 | 8.44 | 7.10 | 1.02 | 4.14 | | 5.16 |
| 3 | 2 | 0 | 1 | 43.10 | 43.10 | 16.00 | 0.00 | | 16.00 |
| 4 | 2 | 0 | 2 | 21.38 | 21.38 | 0.00 | 18.28 | | 18.28 |
| 5 | 5 | 1 | 3 | 70.91 | 70.40 | 3.90 | 35.16 | | 39.06 |
| 8 | 7 | 4 | 0 | 89.20 | 95.47 | 0.22 | 5.55 | | 5.77 |
| 1 | 1 | 1 | 0 | 5.90 | 10.19 | 0.44 | 9.75 | | 10.19 |
| 4 | 1 | 1 | 0 | 28.13 | 30.13 | 0.00 | 17.00 | | 17.00 |
| 6 | 6 | 2 | 2 | 59.61 | 69.81 | 3.20 | 45.00 | | 48.20 |
| 1 | 1 | 0 | 1 | 24.00 | 12.00 | 0.00 | 12.00 | | 12.00 |
| 1 | 1 | 0 | 0 | 0.80 | 0.80 | 0.00 | 0.00 | | 0.00 |
| 2 | 2 | 2 | 0 | 40.20 | 40.20 | 40.20 | 0.00 | | 40.20 |
| 1 | 1 | 0 | 0 | 3.66 | 3.66 | 0.00 | 0.00 | | 0.00 |
| 13 | 8 | 0 | 1 | 277.92 | 277.92 | 24.32 | 0.00 | | 24.32 |
| 6 | 5 | 4 | 1 | 12.75 | 13.60 | 0.00 | 13.60 | | 13.60 |
| 7 | 7 | 6 | 0 | 49.74 | 58.00 | 8.12 | 43.18 | | 51.30 |
| 8 | 8 | 0 | 1 | 33.23 | 33.23 | 0.00 | 6.00 | | 6.00 |
| 7 | 7 | 1 | 1 | 38.50 | 41.00 | 0.00 | 10.00 | | 10.00 |
| 5 | 5 | 3 | 2 | 14.69 | 19.12 | 7.00 | 11.40 | | 18.40 |
| 4 | 4 | 4 | 0 | 1.23 | 4.40 | 0.00 | 4.40 | | 4.40 |
| 13 | 12 | 2 | 1 | 46.62 | 50.72 | 0.00 | 20.60 | | 20.60 |
| 3 | 3 | 0 | 2 | 17.94 | 17.44 | 0.00 | 7.30 | | 7.30 |
| 6 | 6 | 5 | 0 | 5.52 | 13.47 | 0.52 | 3.53 | | 4.05 |
| 2 | 2 | 1 | 1 | 16.29 | 22.90 | 5.20 | 15.80 | | 21.00 |
| 3 | 3 | 2 | 1 | 28.89 | 37.30 | 6.70 | 28.70 | | 35.40 |

I
JUN
NTAFRICAIN

TI
EQUATORIALE
IE

A
ANIE
E

LEONE

AND
IE

A FASO

WE

ANNEXE I
Telecommunications

| Nbre Total des projets | (a) | (b) | (c) | Coût Total Initial | Revisé (en millions de dollars) | Financement | | | |
|-------------------------------------|-----|-----|-----|-----------------------|------------------------------------|-----------------|---------------------|--------------------------------|--------|
| | | | | | | local obtenu | extérieur obtenu | Financement total obtenu | |
| Total Projets Nationaux | 157 | 139 | 56 | 32 | 1151.23 | 1240.97 | 180.34 | 387.72 | 568.06 |
| S REGIONAUX(TEP) | 28 | 9 | 4 | 1 | 228.23 | 228.23 | 0.00 | 53.34 | 53.34 |
| S REGIONAUX(SAP) | 2 | 1 | 0 | 1 | 3.50 | 6.00 | 0.00 | 6.00 | 6.00 |
| Total Projets aux/sous-regionaux | 30 | 10 | 4 | 2 | 231.73 | 234.23 | 0.00 | 59.34 | 59.34 |
| TOTAL | 187 | 149 | 60 | 34 | 1382.96 | 1475.20 | 180.34 | 447.06 | 627.40 |

jets pour lesquels des informations sont disponibles
jets en cours d'execution
jets entierement executes

ANNEXE I
Radiodiffusion

| Pays | Nbre Total de projets | (a) | (b) | (c) | Cout Total Initial | Revisé (en millions de dollars) | Financement | | |
|--------------------|--------------------------|-----|-----|-----|-----------------------|------------------------------------|-----------------|---------------------|-----------------|
| | | | | | | | local obtenu | extérieur obtenu | total obtenu |
| GUINÉE | 3 | 3 | 1 | 1 | 21.20 | 19.83 | 0.00 | 1.96 | 1.96 |
| SWAZILAND | 3 | 3 | 1 | 1 | 3.04 | 5.34 | 4.10 | 1.00 | 5.10 |
| GUINÉE-BISSAU | 2 | 2 | 1 | 1 | 9.40 | 8.27 | 0.20 | 5.07 | 5.27 |
| GUINÉE | 8 | 8 | 2 | 1 | 312.15 | 155.85 | 35.80 | 0.00 | 35.80 |
| GUINÉE-ÉQUATORIALE | 5 | 5 | 2 | 0 | 2.90 | 4.04 | 0.20 | 3.20 | 3.40 |
| GUINÉE-ÉQUATORIALE | 3 | 3 | 0 | 1 | 2.53 | 3.18 | 0.00 | 1.10 | 1.10 |
| GUINÉE-ÉQUATORIALE | 4 | 4 | 1 | 0 | 8.92 | 10.23 | 0.00 | 0.43 | 0.43 |
| GUINÉE-ÉQUATORIALE | 2 | 2 | 0 | 0 | 0.11 | 0.11 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| GUINÉE-ÉQUATORIALE | 1 | 1 | 1 | 0 | 18.20 | 5.00 | 2.00 | 0.00 | 2.00 |
| GUINÉE-ÉQUATORIALE | 1 | 1 | 0 | 1 | 2.54 | 3.07 | 0.00 | 3.07 | 3.07 |
| GUINÉE-ÉQUATORIALE | 2 | 2 | 1 | 0 | 6.00 | 2.80 | 2.80 | 0.00 | 2.80 |
| GUINÉE-ÉQUATORIALE | 2 | 1 | 0 | 0 | 2.00 | 2.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| GUINÉE-ÉQUATORIALE | 2 | 2 | 0 | 0 | 8.34 | 8.34 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| GUINÉE-ÉQUATORIALE | 3 | 3 | 1 | 1 | 1.90 | 0.94 | 0.21 | 0.53 | 0.74 |
| GUINÉE-ÉQUATORIALE | 3 | 3 | 2 | 0 | 20.58 | 26.53 | 3.63 | 0.00 | 3.63 |
| GUINÉE-ÉQUATORIALE | 4 | 4 | 0 | 0 | 6.18 | 6.18 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| GUINÉE-ÉQUATORIALE | 4 | 4 | 3 | 0 | 39.49 | 56.08 | 1.00 | 2.70 | 3.70 |
| GUINÉE-ÉQUATORIALE | 1 | 1 | 0 | 1 | 18.00 | 17.90 | 5.20 | 12.70 | 17.90 |
| GUINÉE-ÉQUATORIALE | 2 | 2 | 0 | 1 | 0.30 | 0.30 | 0.25 | 0.00 | 0.25 |
| GUINÉE-ÉQUATORIALE | 1 | 1 | 0 | 0 | 0.45 | 0.45 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| GUINÉE-ÉQUATORIALE | 2 | 2 | 0 | 0 | 4.36 | 4.36 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| GUINÉE-ÉQUATORIALE | 6 | 6 | 0 | 3 | 14.29 | 14.29 | 0.00 | 8.51 | 8.51 |
| GUINÉE-ÉQUATORIALE | 1 | 1 | 1 | 0 | 0.23 | 0.23 | 0.00 | 0.23 | 0.23 |
| GUINÉE-ÉQUATORIALE | 8 | 8 | 3 | 0 | 10.89 | 12.69 | 1.07 | 5.05 | 6.12 |
| GUINÉE-ÉQUATORIALE | 1 | 1 | 0 | 0 | 0.24 | 0.24 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| GUINÉE-ÉQUATORIALE | 2 | 2 | 1 | 0 | 13.27 | 13.27 | 1.00 | 0.00 | 1.00 |
| GUINÉE-ÉQUATORIALE | 1 | 1 | 0 | 1 | 2.40 | 2.40 | 0.80 | 1.60 | 2.40 |
| GUINÉE-ÉQUATORIALE | 5 | 4 | 0 | 0 | 10.16 | 10.16 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |

ANNEXE I
Radiodiffusion

| | Nbre Total de projets | (a) | (b) | (c) | Coût Total Initial | Révisé (en millions de dollars) | Financement | | |
|----------------------------|--------------------------|-----|-----|-----|-----------------------|------------------------------------|-----------------|---------------------|--------------------------------|
| | | | | | | | local obtenu | extérieur obtenu | Financement total obtenu |
| | 3 | 2 | 0 | 0 | 9.70 | 9.70 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| NDA | 5 | 5 | 4 | 1 | 20.21 | 41.26 | 4.82 | 3.02 | 7.84 |
| INA FASO | 4 | 4 | 3 | 0 | 19.02 | 20.52 | 0.16 | 1.39 | 1.55 |
| E | 2 | 1 | 0 | 0 | 22.05 | 22.05 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| IE | 6 | 6 | 4 | 0 | 25.80 | 25.21 | 13.25 | 4.41 | 17.66 |
| ABWE | 2 | 2 | 1 | 1 | 2.50 | 2.80 | 0.00 | 1.10 | 1.10 |
| Total Projets Nationaux | 104 | 100 | 33 | 15 | 639.35 | 515.62 | 76.49 | 57.07 | 133.56 |
| TOTAL | 116 | 100 | 33 | 15 | 639.35 | 515.62 | 76.49 | 57.07 | 133.56 |

projets pour lesquels des informations sont disponibles
projets en cours d'exécution
projets entièrement exécutés

| Nbre Total de projets | (a) | (b) | (c) | Coût Total Initial | Révisé (en million de dollars) | Financement | | Financement | | Financement total obtenu |
|--------------------------|-----|-----|-----|-----------------------|-----------------------------------|-----------------|---------------------|-----------------|---------------------|--------------------------------|
| | | | | | | local obtenu | extérieur obtenu | local obtenu | extérieur obtenu | |
| 2 | 2 | 2 | 0 | 3.73 | 6.72 | 0.68 | 3.90 | 0.68 | 3.90 | 4.58 |
| 2 | 2 | 1 | 0 | 0.40 | 0.40 | 0.10 | 0.00 | 0.10 | 0.00 | 0.10 |
| 3 | 3 | 1 | 0 | 1.67 | 1.67 | 0.10 | 0.00 | 0.10 | 0.00 | 0.10 |
| 5 | 5 | 3 | 1 | 42.04 | 34.02 | 5.58 | 19.34 | 5.58 | 19.34 | 24.92 |
| 8 | 8 | 1 | 0 | 13.24 | 10.58 | 0.02 | 0.00 | 0.02 | 0.00 | 0.02 |
| 5 | 5 | 0 | 0 | 6.15 | 6.15 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 7 | 7 | 1 | 1 | 17.70 | 17.20 | 0.69 | 0.00 | 0.69 | 0.00 | 0.69 |
| 1 | 1 | 0 | 1 | 0.37 | 0.72 | 0.00 | 0.72 | 0.00 | 0.72 | 0.72 |
| 1 | 1 | 0 | 0 | 4.50 | 4.50 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 1 | 1 | 1 | 0 | 8.32 | 8.32 | 3.03 | 0.00 | 3.03 | 0.00 | 3.03 |
| 2 | 2 | 0 | 0 | 30.00 | 30.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 3 | 3 | 0 | 0 | 1.55 | 1.50 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 1 | 1 | 1 | 0 | 22.00 | 22.00 | 1.30 | 0.00 | 1.30 | 0.00 | 1.30 |
| 2 | 2 | 0 | 0 | 30.66 | 30.66 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 4 | 4 | 1 | 0 | 2.08 | 2.08 | 0.00 | 0.04 | 0.00 | 0.04 | 0.04 |
| 3 | 3 | 0 | 0 | 12.50 | 12.50 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 1 | 1 | 1 | 0 | 3.01 | 3.01 | 0.69 | 0.40 | 0.69 | 0.40 | 1.09 |
| 4 | 4 | 0 | 1 | 23.86 | 24.19 | 0.00 | 0.02 | 0.00 | 0.02 | 0.02 |
| 2 | 2 | 2 | 0 | 3.50 | 3.50 | 0.70 | 0.00 | 0.70 | 0.00 | 0.70 |
| 3 | 3 | 0 | 0 | 7.95 | 7.95 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 1 | 1 | 0 | 0 | 0.93 | 0.93 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 4 | 4 | 1 | 0 | 25.00 | 25.00 | 0.00 | 0.03 | 0.00 | 0.03 | 0.03 |
| 3 | 3 | 2 | 0 | 5.30 | 5.30 | 5.10 | 0.18 | 5.10 | 0.18 | 5.28 |
| 4 | 4 | 0 | 0 | 80.00 | 80.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 5 | 5 | 0 | 0 | 13.11 | 13.11 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 1 | 1 | 0 | 0 | 10.00 | 10.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 1 | 1 | 0 | 0 | 3.68 | 3.68 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 2 | 2 | 1 | 0 | 4.41 | 5.01 | 1.00 | 0.00 | 1.00 | 0.00 | 1.00 |
| 4 | 4 | 1 | 1 | 3.28 | 3.50 | 1.64 | 0.26 | 1.64 | 0.26 | 1.90 |
| 1 | 1 | 1 | 0 | 13.00 | 13.00 | 0.15 | 0.00 | 0.15 | 0.00 | 0.15 |

ANNEXE I
Services Postaux

| | Nbre Total de projets | (a) | (b) | (c) | Coût Total Initial | Revisé (en million de dollars) | Financement local obtenu | Financement extérieur obtenu | Financement total obtenu |
|--------------------------------------|--------------------------|-----|-----|-----|-----------------------|-----------------------------------|--------------------------------|------------------------------------|--------------------------------|
| NA FASO | 7 | 7 | 1 | 0 | 23.32 | 23.42 | 0.30 | 0.00 | 0.30 |
| | 3 | 3 | 1 | 0 | 8.34 | 3.30 | 0.15 | 0.00 | 0.15 |
| E | 7 | 7 | 0 | 0 | 28.35 | 28.35 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| BWE | 2 | 2 | 1 | 0 | 2.60 | 2.63 | 0.63 | 0.00 | 0.63 |
| | 3 | 3 | 2 | 0 | 13.70 | 13.60 | 3.80 | 0.00 | 3.80 |
| Total Projets Nationaux | 108 | 108 | 26 | 5 | 470.25 | 458.50 | 25.67 | 24.89 | 50.55 |
| Projets Regionaux/ sous-regionaux | 15 | 7 | 4 | 1 | 26.92 | 10.07 | 1.05 | 1.34 | 2.39 |
| TOTAL | 123 | 115 | 30 | 6 | 497.17 | 468.57 | 26.72 | 26.23 | 52.94 |

Projets pour lesquels des informations sont disponibles
Projets en cours d'exécution
Projets entièrement exécutés

ANNEXE II
LISTE DES PROJETS POUR LESQUELS UN FINANCEMENT A ETE OBTENU

| PAYS | NUMERO DU PROJET | COUT ESTIMATIF INITIAL | REVISE (en millions de dollars) | FINANCEMENT OBTENU LOCAL EXTERIEUR SOURCE | BAILLEURS DE FONDS ASSURANT LE COFINANCEMENT | FINANCEMENT TOTAL |
|----------|---------------------|------------------------------|------------------------------------|--|---|----------------------|
| ALGERIE | RAP 01-001 | 600.00 | 600.00 | 16.00 | 0.00 | 16.00 |
| ANGOLA | RAP 02-002 | 36.00 | 36.00 | 4.00 | 0.00 | 4.00 |
| BENIN | ROP 03-002 | 7.60 | 10.35 | 0.00 | 6.70 | 6.70 |
| BENIN | ROP 03-003 | 0.60 | 0.835 | 0.08 | 0.75 | 0.83 |
| BENIN | ROP 03-004 | 40.00 | 51.68 | 1.33 | 47.84 | 49.17 |
| BENIN | ROP 03-005 | 0.50 | 0.833 | 0.083 | 0.75 | 0.83 |
| BENIN | ROP 03-006 | 0.70 | 0.67 | 0.00 | 0.67 | 0.67 |
| BENIN | RAP 03-001 | 7.50 | 9.60 | 1.00 | 8.60 | 9.60 |
| BENIN | SHP 03-001 | 3.20 | 2.82 | 0.00 | 2.82 | 2.82 |
| BENIN | BRP 03-001 | 4.80 | 2.41 | 0.00 | 0.33 | 0.33 |
| BENIN | BRP 03-002 | 0.60 | 1.63 | 0.00 | 1.63 | 1.63 |
| BENIN | POP 03-001 | 2.15 | 3.25 | 0.65 | 2.60 | 3.25 |
| BENIN | POP 03-002 | 1.58 | 3.47 | 0.033 | 1.30 | 1.33 |
| BOTSWANA | BRP 04-001 | 2.60 | 3.10 | 2.10 | 1.00 | 3.10 |
| BOTSWANA | BRP 04-002 | 0.20 | 2.00 | 2.00 | 0.00 | 2.00 |
| BOTSWANA | PDP 04-001 | 0.18 | 0.18 | 0.10 | 0.00 | 0.10 |
| BURUNDI | ROP 05-001 | 0.64 | 0.64 | 0.00 | 0.64 | 0.64 |
| BURUNDI | ROP 05-002 | 61.70 | 50.00 | 0.00 | 50.00 | 50.00 |
| BURUNDI | ROP 05-003 | 2.00 | 2.00 | 0.00 | 2.00 | 2.00 |
| BURUNDI | ROP 05-006 | 40.85 | 40.85 | 2.70 | 27.00 | 29.70 |
| BURUNDI | HAP 05-001 | 4.60 | 4.60 | 1.00 | 0.00 | 1.00 |
| BURUNDI | AIP 05-002 | 1.76 | 1.80 | 0.00 | 1.80 | 1.80 |
| BURUNDI | INP 05-001 | 0.80 | 0.80 | 0.00 | 0.80 | 0.80 |
| BURUNDI | TEP 05-001 | 0.10 | 0.20 | 0.20 | 0.00 | 0.20 |
| BURUNDI | TEP 05-002 | 0.70 | 5.70 | 0.00 | 3.00 | 3.00 |
| BURUNDI | TEP 05-003 | 5.00 | 5.00 | 0.00 | 3.00 | 3.00 |
| BURUNDI | TEP 05-005 | 0.60 | 2.50 | 1.00 | 0.50 | 1.50 |
| BURUNDI | TEP 05-006 | 1.00 | 6.50 | 0.00 | 6.50 | 6.50 |
| BURUNDI | TEP 05-007 | 1.00 | 3.70 | 0.20 | 3.50 | 3.70 |
| BURUNDI | BRP 05-003 | 5.20 | 5.20 | 0.20 | 2.00 | 2.20 |
| BURUNDI | BRP 05-004 | 4.20 | 3.07 | 0.00 | 3.07 | 3.07 |
| BURUNDI | PDP 05-001 | 0.40 | 0.40 | 0.10 | 0.00 | 0.10 |
| CAMEROUN | ROP 06-001 | 69.30 | 69.30 | 27.46 | 0.00 | 27.46 |
| CAMEROUN | ROP 06-002 | 7.00 | 7.00 | 0.00 | 7.00 | 7.00 |
| CAMEROUN | ROP 06-003 | 3.50 | 3.50 | 0.00 | 3.50 | 3.50 |
| CAMEROUN | ROP 06-011 | 90.00 | 90.00 | 0.00 | 90.00 | 90.00 |
| CAMEROUN | ROP 06-012 | 8.53 | 8.53 | 8.53 | 0.00 | 8.53 |
| CAMEROUN | RAP 06-001 | 80.00 | 100.00 | 8.00 | 92.00 | 100.00 |

ANNEXE II
LISTE DES PROJETS POUR LESQUELS UN FINANCEMENT A ETE OBTENU

| PAYS | NUMERO DU PROJET | COUT ESTIMATIF INITIAL | REVISE (en millions de dollars) | FINANCEMENT OBTENU LOCAL EXTERIEUR | SOURCE | BAILLEURS DE FONDS ASSURANT LE COFINANCEMENT | FINANCEMENT TOTAL |
|---------------------|---------------------|------------------------------|------------------------------------|---------------------------------------|------------------|---|----------------------|
| CAMEROUN | AIP 06-001 | 31.00 | 31.00 | 0.00 | 0.00 | | 31.00 |
| CAMEROUN | TEP 06-001 | 7.83 | 24.00 | 17.33 | 6.67 CCCE | | 24.00 |
| CAMEROUN | TEP 06-002 | 5.00 | 11.07 | 8.74 | 2.33 CCCE | | 11.07 |
| CAMEROUN | TEP 06-003 | 5.10 | 7.15 | 7.15 | 0.00 | | 7.15 |
| CAMEROUN | TEP 06-004 | 7.50 | 7.50 | 7.50 | 0.00 | | 7.50 |
| CAMEROUN | BRP 06-001 | 187.00 | 29.00 | 29.00 | 0.00 | | 29.00 |
| CAMEROUN | BRP 06-002 | 6.30 | 8.50 | 2.50 | 0.00 | | 2.50 |
| CAMEROUN | BRP 06-006 | 12.50 | 12.00 | 12.00 | 0.00 | | 12.00 |
| CAMEROUN | POP 06-001 | 21.84 | 15.33 | 0.00 | 10.00 BDEAC | | 10.00 |
| CAMEROUN | POP 06-002 | 8.96 | 6.50 | 2.50 | 4.00 Canada | | 6.50 |
| CAMEROUN | POP 06-003 | 3.50 | 3.50 | 1.75 | 0.00 | | 1.75 |
| CAMEROUN | POP 06-006 | 5.72 | 6.67 | 1.33 | 5.34 n.c. | | 6.67 |
| CAP-VERT | ROP 07-001 | 0.16 | 0.05 | 0.00 | 0.05 BIT | | 0.05 |
| CAP-VERT | ROP 07-003 | 0.62 | 0.93 | 0.23 | 0.70 USAID | | 0.93 |
| CAP-VERT | ROP 07-005 | 13.50 | 13.50 | 0.00 | 10.00 | Italie/USAID | 10.00 |
| CAP-VERT | ROP 07-006 | 4.56 | 2.00 | 0.60 | 0.30 | Italie/USAID | 0.90 |
| CAP-VERT | SHP 07-001 | 7.00 | 8.00 | 0.00 | 8.00 RFA | | 8.00 |
| CAP-VERT | HAP 07-001 | 23.20 | 23.20 | 0.00 | 1.00 CEE | | 1.00 |
| CAP-VERT | HAP 07-003 | 5.80 | 5.80 | 0.00 | 0.06 Banque Mon. | | 0.06 |
| CAP-VERT | AIP 07-001 | 9.00 | 18.00 | 2.00 | 0.00 | | 2.00 |
| CAP-VERT | AIP 07-002 | 6.70 | 6.70 | 0.00 | 0.15 Banque Mon. | | 0.15 |
| CAP-VERT | TEP 07-001 | 4.50 | 7.00 | 0.00 | 0.55 RFA | | 0.55 |
| CAP-VERT | BRP 07-001 | 0.35 | 3.50 | 0.00 | 3.20 n.c. | | 3.20 |
| CAP-VERT | BRP 07-002 | 0.85 | | | | | |
| CAP-VERT | BRP 07-003 | 0.20 | | | | | |
| CAP-VERT | BRP 07-004 | 0.50 | | | | | |
| CAP-VERT | BRP 07-005 | 1.00 | 0.53 | 0.20 | 0.00 | | 0.20 |
| REP. CENTRAFRICAINE | ROP 08-001 | 4.00 | 5.54 | 0.00 | 5.54 | CEE/FED/BAD | 5.54 |
| REP. CENTRAFRICAINE | ROP 08-002 | 3.00 | 13.40 | 0.00 | 13.40 | Banque Mon./FKDEA | 13.40 |
| REP. CENTRAFRICAINE | ROP 08-003 | 8.60 | 7.13 | 0.71 | 6.42 BAD | | 7.13 |
| REP. CENTRAFRICAINE | ROP 08-004 | 22.52 | 6.18 | 0.00 | 6.18 | BDEAC/Banque Mon. | 6.18 |
| REP. CENTRAFRICAINE | ROP 08-005 | 1.50 | 2.46 | 2.46 | 0.00 | | 2.46 |
| REP. CENTRAFRICAINE | ROP 08-006 | 2.00 | 7.55 | 0.00 | 7.55 | | 7.55 |
| REP. CENTRAFRICAINE | AIP 08-001 | 18.70 | 11.20 | 0.00 | 10.51 | BADEA/FS/F.OPEP/CCCE/FAC | 10.51 |
| REP. CENTRAFRICAINE | TEP 08-002 | 1.50 | 1.50 | 0.38 | 1.12 BDEAC | | 1.50 |
| REP. CENTRAFRICAINE | TEP 08-005 | 13.30 | 13.30 | 0.00 | 3.53 | | 3.53 |
| REP. CENTRAFRICAINE | BRP 08-005 | 0.45 | 1.10 | 0.00 | 1.10 RFA | | 1.10 |
| REP. CENTRAFRICAINE | POP 08-002 | 1.12 | 1.54 | 0.02 | 0.00 | | 0.02 |
| REP. CENTRAFRICAINE | POP 08-007 | 0.90 | | | | | |
| TCHAD | BRP 09-005 | 6.26 | 7.57 | 0.00 | 0.43 n.c. | | 0.43 |

ANNEXE II
LISTE DES PROJETS POUR LESQUELS UN FINANCEMENT A ETE OBTENU

| PAYS | NUMERO DU PROJET | COUT ESTIMATIF INITIAL | REVISE (en millions de dollars) | FINANCEMENT OBTENU LOCAL EXTERIEUR SOURCE | BAILLEURS DE FONDS ASSURANT LE COFINANCEMENT | FINANCEMENT TOTAL |
|----------|---------------------|------------------------------|------------------------------------|--|--|----------------------|
| CONGO | RAP 11-001 | 120.00 | 150.00 | 5.30 115.30 | BAD/FAC/CCCE/FED/FS/ BADEA/FK/Banque Mon. FAC/CCCE | 120.60 |
| CONGO | HAP 11-001 | 2.00 | 2.00 | 0.18 | | 1.54 |
| CONGO | AIP 11-001 | 59.42 | 59.42 | 1.02 0.00 | | 1.02 |
| CONGO | INP 11-001 | 32.20 | 32.20 | 3.50 4.93 | | 8.43 |
| CONGO | INP 11-002 | 0.40 | 0.40 | 0.06 0.00 | BADEA/BAD/FAC | 0.06 |
| CONGO | TEP 11-001 | 12.00 | 12.00 | 0.00 0.00 | n.c. | 12.00 |
| CONGO | TEP 11-006 | 12.10 | 21.00 | 0.00 CCCE | | 21.00 |
| CONGO | TEP 11-007 | 1.74 | 1.00 | 1.00 0.00 | | 1.00 |
| CONGO | TEP 11-009 | 3.18 | 3.18 | 0.00 3.18 | n.c. | 3.18 |
| CONGO | BRP 11-002 | 18.20 | 5.00 | 2.00 0.00 | | 2.00 |
| CONGO | POP 11-007 | 0.59 | 0.59 | 0.59 0.00 | | 0.59 |
| CONGO | PDP 11-008 | 0.10 | 0.10 | 0.10 0.00 | | 0.10 |
| DJIBOUTI | RDP 12-002 | 18.74 | 18.74 | 0.09 0.65 | BAD | 0.74 |
| DJIBOUTI | HAP 12-001 | 0.09 | 0.09 | 0.00 0.09 | Italie/RFA | 0.09 |
| DJIBOUTI | AIP 12-001 | 3.20 | 3.20 | 0.00 2.90 | CCCE | 2.90 |
| DJIBOUTI | TEP 12-003 | 3.89 | 4.25 | 0.00 4.25 | FADES | 4.25 |
| DJIBOUTI | TEP 12-004 | 0.75 | 0.75 | 0.00 0.75 | FADES | 0.75 |
| DJIBOUTI | TEP 12-005 | 8.00 | 8.00 | 0.00 8.00 | FADES | 8.00 |
| DJIBOUTI | BRP 12-004 | 2.54 | 3.07 | 0.00 3.07 | 810 | 3.07 |
| DJIBOUTI | PDP 12-001 | 0.37 | 0.72 | 0.00 0.72 | France/RFA | 0.72 |
| EGYPTE | TEP 13-001 | 20.00 | 20.00 | 20.00 0.00 | | 20.00 |
| EGYPTE | BRP 13-002 | 6.00 | 2.80 | 2.80 0.00 | | 2.80 |
| ETHIOPIE | RDP 15-001 | 42.00 | 110.00 | 2.00 0.00 | Banque Mon. | 2.00 |
| ETHIOPIE | RDP 15-002 | 4.20 | 4.20 | 0.10 0.40 | Banque Mon. | 0.50 |
| ETHIOPIE | RDP 15-003 | 0.26 | 1.50 | 0.15 1.35 | Banque Mon. | 1.50 |
| ETHIOPIE | RDP 15-004 | 125.00 | 283.00 | 171.00 15.80 | Banque Mon./BAD | 186.80 |
| ETHIOPIE | RDP 15-005 | 25.00 | 20.00 | 5.00 0.00 | | 5.00 |
| ETHIOPIE | RDP 15-006 | 11.80 | 20.00 | 5.00 0.00 | | 8.00 |
| ETHIOPIE | RDP 15-007 | 28.00 | 30.00 | 8.00 0.00 | | 5.00 |
| ETHIOPIE | RDP 15-008 | 8.80 | 19.00 | 5.00 0.00 | | 5.00 |
| ETHIOPIE | RDP 15-010 | 10.00 | 22.00 | 5.00 0.00 | | 3.50 |
| ETHIOPIE | SHP 15-001 | 3.50 | 3.50 | 3.50 0.00 | | 5.50 |
| ETHIOPIE | HAP 15-001 | 14.40 | 14.40 | 0.00 5.50 | Banque Mon. | 14.00 |
| ETHIOPIE | HAP 15-002 | 14.00 | 14.00 | 0.00 0.00 | | 0.50 |
| ETHIOPIE | HAP 15-004 | 1.20 | 1.20 | 0.50 0.00 | | 14.00 |
| ETHIOPIE | AIP 15-001 | 110.00 | 122.00 | 0.00 0.00 | | 44.00 |
| ETHIOPIE | AIP 15-002 | 34.00 | 54.00 | 44.00 0.00 | | 0.78 |
| ETHIOPIE | AIP 15-003 | 4.21 | 5.60 | 0.78 0.00 | Italie | 0.90 |
| ETHIOPIE | TEP 15-001 | 0.60 | 0.90 | 0.25 0.65 | Banque Mon. | 0.70 |
| ETHIOPIE | TEP 15-002 | 1.20 | 0.70 | 0.16 0.54 | | |

ANNEXE II
LISTE DES PROJETS POUR LESQUELS UN FINANCEMENT A ETE OBTENU

| PAYS | NUMERO DU PROJET | COUT ESTIMATIF INITIAL | REVISE (en millions de dollars) | FINANCEMENT OBTENU LOCAL EXTERIEUR SOURCE | BAILLEURS DE FONDS ASSURANT LE COFINANCEMENT | FINANCEMENT TOTAL |
|----------|---------------------|------------------------------|------------------------------------|--|---|----------------------|
| ETHIOPIE | TEP 15-003 | 1.80 | 1.50 | 0.25 | 1.25 Suede | 1.50 |
| ETHIOPIE | TEP 15-004 | 0.84 | 0.50 | 0.10 | 0.40 Italie | 0.50 |
| ETHIOPIE | TEP 15-005 | 1.20 | 0.70 | 0.16 | 0.54 Banque Mon. | 0.70 |
| ETHIOPIE | TEP 15-006 | 0.96 | 0.96 | 0.10 | 0.76 Banque Mon. | 0.86 |
| ETHIOPIE | POP 15-001 | 8.32 | 8.32 | 3.03 | 0.00 | 3.03 |
| GABON | ROP 16-002 | 4.00 | 3.70 | 3.70 | 0.00 | 3.70 |
| GABON | RAP 16-001 | 853.00 | 1070.00 | 535.00 | 535.00 France/RU/RFA/Italie/ Belgique/Pays-Bas | 1070.00 |
| GABON | RAP 16-002 | 440.00 | 440.00 | 1.30 | 0.00 | 1.30 |
| GABON | HAP 16-001 | 140.18 | 37.50 | 37.50 | 0.00 | 37.50 |
| GABON | INP 16-001 | 12.00 | 14.50 | 14.50 | 0.00 | 14.50 |
| GABON | TEP 16-003 | 16.00 | 16.00 | 16.00 | 0.00 | 16.00 |
| GAMBIE | ROP 17-001 | 12.30 | 16.40 | 2.80 | 8.40 | 11.20 |
| GAMBIE | ROP 17-005 | 20.00 | 20.00 | 1.21 | 10.57 | 11.78 |
| GAMBIE | TEP 17-001 | 0.78 | 0.78 | 0.00 | 0.78 CCEE | 0.78 |
| GAMBIE | TEP 17-002 | 17.50 | 17.50 | 0.00 | 17.50 France | 17.50 |
| GAMBIE | BRP 17-001 | 0.30 | 0.39 | 0.05 | 0.34 RFA | 0.39 |
| GAMBIE | BRP 17-003 | 1.40 | 0.35 | 0.16 | 0.19 RFA | 0.35 |
| GHANA | ROP 18-003 | 2.00 | 2.00 | 0.00 | 2.00 CEE | 2.00 |
| GHANA | ROP 18-005 | 65.45 | 33.00 | 0.00 | 33.00 | 33.00 |
| GHANA | ROP 18-007 | 0.50 | 0.10 | 0.00 | 0.10 Banque Mon. | 0.10 |
| GHANA | ROP 18-010 | 34.88 | 33.00 | 19.40 | 0.00 | 19.40 |
| GHANA | ROP 18-012 | 53.00 | 27.00 | 0.00 | 27.00 Japon | 27.00 |
| GHANA | ROP 18-013 | 0.48 | 0.48 | 0.48 | 0.00 | 0.48 |
| GHANA | ROP 18-014 | 67.27 | 67.27 | 0.00 | 9.40 | 9.40 |
| GHANA | RAP 18-001 | 23.06 | 23.06 | 21.80 | 0.50 Banque Mon. | 22.30 |
| GHANA | RAP 18-003 | 1.73 | 1.73 | 0.00 | 1.15 | 1.15 |
| GHANA | HAP 18-001 | 5.25 | 88.73 | 18.35 | 70.38 | 88.73 |
| GHANA | HAP 18-002 | 8.00 | 8.00 | 0.00 | 4.80 | 4.80 |
| GHANA | HAP 18-004 | 0.20 | 0.50 | 0.00 | 0.50 Banque Mon. | 0.50 |
| GHANA | AIP 18-001 | 1.18 | 1.11 | 0.00 | 0.15 | 0.15 |
| GHANA | AIP 18-002 | 1.79 | 1.79 | 0.65 | 0.35 | 1.00 |
| GHANA | AIP 18-003 | 27.50 | 15.00 | 8.00 | 3.00 RU | 11.00 |
| GHANA | TEP 18-001 | 3.05 | 3.05 | 0.00 | 3.05 Japon | 3.05 |
| GHANA | TEP 18-004 | 5.93 | 5.93 | 0.00 | 5.93 Japon | 5.93 |
| GHANA | TEP 18-005 | 2.18 | 2.18 | 0.00 | 2.18 Japon | 2.18 |
| GHANA | TEP 18-007 | 28.41 | 27.90 | 3.90 | 24.00 Japon | 27.90 |
| GHANA | BRP 18-002 | 0.68 | 0.90 | 0.11 | 0.00 | 0.11 |
| GHANA | BRP 18-003 | 19.32 | 25.15 | 3.52 | 0.00 | 3.52 |
| GHANA | PDP 18-001 | 22.00 | 22.00 | 1.30 | 0.00 | 1.30 |

ANNEXE II
LISTE DES PROJETS POUR LESQUELS UN FINANCEMENT A ETE OBTENU

| PAYS | NUMERO DU PROJET | COUT ESTIMATIF INITIAL | REVISE (en millions de dollars) | FINANCEMENT OBTENU LOCAL EXTERIEUR SOURCE | BAILLEURS DE FONDS ASSURANT LE COFINANCEMENT | FINANCEMENT TOTAL |
|---------------|---------------------|------------------------------|------------------------------------|--|---|----------------------|
| GUINEE | ROP 19-001 | 182.00 | 220.00 | 95.00 FS | | 115.00 |
| GUINEE | ROP 19-002 | 125.00 | 111.00 | 60.00 FS | | 60.00 |
| GUINEE | ROP 19-003 | 24.00 | 15.00 | 0.25 | | 0.25 |
| GUINEE | ROP 19-004 | 1.60 | 4.00 | 0.00 | | 1.60 |
| GUINEE | ROP 19-005 | 2.00 | 2.00 | 0.00 | | 2.00 |
| GUINEE | ROP 19-006 | 2.00 | 2.00 | 0.00 | | 2.00 |
| GUINEE | RAP 19-001 | 105.00 | 105.00 | 6.40 CCCE | | 6.40 |
| GUINEE | TEP 19-001 | 4.00 | 2.77 | 2.55 CCCE | | 2.77 |
| GUINEE | TEP 19-003 | 10.00 | 17.50 | 0.60 ACDI | | 0.60 |
| GUINEE | TEP 19-005 | 5.00 | 5.00 | 0.40 CCCE | | 0.40 |
| GUINEE | TEP 19-009 | 2.00 | 2.00 | 2.00 CCCE | | 2.00 |
| G.BISSAU | ROP 20-001 | 12.00 | 12.00 | 12.00 FED | | 12.00 |
| G.BISSAU | ROP 20-002 | 5.60 | 5.60 | 2.00 FED | | 2.20 |
| G.BISSAU | HAP 20-001 | 30.00 | 47.50 | 46.00 | Banque Mon./BADEA/FE/ F.DPEP | 46.00 |
| G.BISSAU | MMP 20-001 | 0.12 | 0.12 | 0.12 BAD | | 0.12 |
| G.BISSAU | PDP 20-003 | 0.16 | 0.16 | 0.04 n.c. | | 0.04 |
| COTE D'IVOIRE | ROP 21-001 | 1.00 | 1.00 | 1.00 | BAD/Banque Mon. | 1.00 |
| COTE D'IVOIRE | ROP 21-002 | 61.00 | 61.00 | 17.80 | | 17.80 |
| COTE D'IVOIRE | ROP 21-004 | 2.50 | 2.50 | 0.00 | FAC/Banque Mon./CSTT | 1.00 |
| COTE D'IVOIRE | ROP 21-005 | 4.19 | 4.19 | 0.00 | | 4.19 |
| COTE D'IVOIRE | ROP 21-006 | 1.00 | 1.00 | 1.00 | BAD/Banque Mon. | 1.00 |
| COTE D'IVOIRE | RAP 21-001 | 33.00 | 33.00 | 0.00 | | 33.00 |
| COTE D'IVOIRE | RAP 21-002 | 27.00 | 27.00 | 0.00 | | 27.00 |
| KENYA | ROP 22-001 | 28.00 | 40.45 | 37.71 | FS/BADEA/BAD | 40.45 |
| KENYA | ROP 22-002 | 2.80 | 2.80 | 0.00 | | 2.80 |
| KENYA | ROP 22-003 | 35.00 | 77.29 | 55.58 | Banque Mon./CEE/NFW | 77.29 |
| KENYA | ROP 22-004 | 40.50 | 47.48 | 30.01 | BADEA/FS/CEE | 47.48 |
| KENYA | ROP 22-005 | 20.00 | 44.00 | 0.00 | | 44.00 |
| KENYA | ROP 22-006 | 11.86 | 11.25 | 9.00 CEE | | 11.25 |
| KENYA | ROP 22-007 | 1.50 | 1.50 | 0.00 | | 1.50 |
| KENYA | ROP 22-008 | 40.00 | 7.50 | 4.50 Banque Mon. | | 7.50 |
| KENYA | ROP 22-009 | 0.50 | 0.50 | 0.00 | | 0.50 |
| KENYA | TEP 22-001 | 5.90 | 10.19 | 9.75 | France/Pays-Bas/Banque Mondiale/DECF | 10.19 |
| KENYA | BRP 22-004 | 16.47 | 10.40 | 0.00 | | 0.60 |
| KENYA | BRP 22-005 | 22.00 | 35.40 | 1.20 France | | 1.60 |
| KENYA | BRP 22-008 | 0.74 | 10.00 | 1.50 n.c. | | 1.50 |
| LESOTHO | ROP 23-001 | 46.00 | 35.70 | 0.00 | | 7.20 |
| LESOTHO | ROP 23-002 | 53.00 | 53.00 | 0.30 ACDI | | 7.50 |

ANNEXE II
LISTE DES PROJETS POUR LESQUELS UN FINANCEMENT A ETE OBTENU

| PAYS | NUMERO DU PROJET | COUT ESTIMATIF INITIAL | REVERSE (en millions de dollars) | FINANCEMENT OBTENU LOCAL EXTERIEUR SOURCE | BAILLEURS DE FONDS ASSURANT LE COFINANCEMENT | FINANCEMENT TOTAL |
|------------|---------------------|------------------------------|-------------------------------------|--|---|----------------------|
| LIBERIA | ROP 24-001 | 1.50 | 1.50 | 1.50 | | 1.50 |
| LIBERIA | ROP 24-002 | 0.95 | 0.40 | 0.40 | CEDEAD | 0.40 |
| LIBERIA | ROP 24-003 | 1.00 | 1.00 | 0.00 | BAD | 1.00 |
| LIBERIA | ROP 24-006 | 1.40 | 1.40 | 0.00 | 1.40 Japon | 1.40 |
| LIBERIA | AIP 24-001 | 1.00 | 0.17 | 0.00 | 0.17 PNUD | 0.17 |
| LIBERIA | TEP 24-001 | 15.00 | 17.00 | 0.00 | 17.00 Banque Mon. | 17.00 |
| LIBERIA | BRP 24-001 | 18.00 | 17.90 | 5.20 | 12.70 USAID | 17.90 |
| LIBERIA | POP 24-002 | 3.01 | 3.01 | 0.69 | 0.40 PNUD/UPU | 1.09 |
| LIBYE | HAP 25-001 | 83.00 | 83.00 | 83.00 | | 83.00 |
| LIBYE | HAP 25-002 | 118.00 | 118.00 | 118.00 | | 118.00 |
| LIBYE | HAP 25-003 | 100.00 | 100.00 | 100.00 | | 100.00 |
| MADAGASCAR | ROP 26-001 | 1.00 | 1.20 | 0.00 | 1.20 Banque Mon./PNUD/FAC | 1.20 |
| MADAGASCAR | RAP 26-001 | 152.00 | 152.00 | 0.70 | 0.00 | 0.70 |
| MADAGASCAR | HAP 26-001 | 20.00 | 6.80 | 0.00 | 6.80 Banque Mon./FAC | 6.80 |
| MADAGASCAR | HAP 26-002 | 25.00 | 12.90 | 0.00 | 12.90 KfW/Banque Mon. | 12.90 |
| MADAGASCAR | AIP 26-001 | 15.00 | 3.72 | 3.72 | 0.00 FED | 3.72 |
| MADAGASCAR | AIP 26-003 | 1.55 | 1.85 | 0.00 | 1.85 FED | 1.85 |
| MADAGASCAR | BRP 26-001 | 0.25 | 0.25 | 0.25 | 0.00 PNUD | 0.25 |
| MADAGASCAR | POP 26-003 | 0.02 | 0.02 | 0.00 | 0.02 PNUD | 0.02 |
| MALAWI | ROP 27-001 | 2.10 | 2.10 | 0.00 | 2.10 RU | 2.10 |
| MALAWI | ROP 27-002 | 1.35 | 1.35 | 1.35 | 0.00 | 1.35 |
| MALAWI | RAP 27-001 | 8.40 | 19.50 | 1.50 | 18.00 RU | 19.50 |
| MALAWI | AIP 27-001 | 1.61 | 1.61 | 0.00 | 1.61 | 1.61 |
| MALAWI | AIP 27-002 | 1.85 | 12.60 | 0.00 | 0.50 France | 0.50 |
| MALAWI | AIP 27-003 | 2.50 | 17.27 | 4.70 | 2.60 France | 7.30 |
| MALAWI | INP 27-001 | 0.70 | 0.70 | 0.00 | 0.03 RFA | 0.03 |
| MALAWI | NMP 27-001 | 1.05 | 3.40 | 0.00 | 3.40 CNUCED | 3.40 |
| MALAWI | TEP 27-001 | 4.90 | 21.00 | 2.00 | 19.00 Japon | 21.00 |
| MALAWI | TEP 27-002 | 28.50 | 20.60 | 1.20 | 0.00 | 1.20 |
| MALAWI | TEP 27-004 | 12.00 | 12.00 | 0.00 | 12.00 BAD | 12.00 |
| MALAWI | TEP 27-005 | 14.00 | 14.00 | 0.00 | 14.00 France | 14.00 |
| MALAWI | POP 27-001 | 1.50 | 1.50 | 0.50 | 0.00 | 0.50 |
| MALAWI | POP 27-002 | 2.00 | 2.00 | 0.20 | 0.00 | 0.20 |
| MALI | ROP 28-001 | 17.00 | 9.86 | 0.14 | 5.85 PNUD/FENU/BNUS | 5.99 |
| MALI | ROP 28-002 | 0.35 | 9.50 | 0.95 | 0.00 | 0.95 |
| MALI | ROP 28-003 | 1.00 | 2.00 | 0.00 | 0.46 BID | 0.46 |
| MALI | ROP 28-004 | 30.00 | 26.45 | 2.90 | 23.55 | 26.45 |
| MALI | ROP 28-006 | 1.00 | 1.00 | 0.00 | 1.00 FED | 1.00 |
| MALI | ROP 28-008 | 2.60 | 2.60 | 0.00 | 2.60 CEDEAD | 2.60 |

ANNEXE II
LISTE DES PROJETS POUR LESQUELS UN FINANCEMENT A ETE OBTENU

| PAYS | NUMERO DU PROJET | COUT ESTIMATIF INITIAL | REVISE (en millions de dollars) | FINANCEMENT OBTENU LOCAL EXTERIEUR SOURCE | BAILLEURS DE FONDS ASSURANT LE COFINANCEMENT | FINANCEMENT TOTAL |
|------------|---------------------|------------------------------|------------------------------------|--|---|----------------------|
| MALI | RDP 28-009 | 1.00 | 0.90 | 0.00 | 0.90 USAID | 0.90 |
| MALI | RDP 28-011 | 1.50 | 0.60 | 0.60 | 0.00 | 0.60 |
| MALI | RAP 28-001 | 0.63 | 0.63 | 0.00 | 0.63 CCCE | 0.63 |
| MALI | RAP 28-003 | 3.33 | 21.70 | 0.00 | 1.00 FAC | 1.00 |
| MALI | RAP 28-004 | 1.17 | 2.80 | 0.13 | 0.00 | 0.13 |
| MALI | RAP 28-005 | 20.00 | 54.00 | 0.00 | 34.00 | 34.00 |
| MALI | HAP 28-001 | 6.08 | 6.08 | 0.00 | 2.85 | 2.85 |
| MALI | AIP 28-001 | 2.20 | 4.24 | 0.00 | 0.63 CCCE | 0.63 |
| MALI | AIP 28-002 | 9.03 | 9.03 | 0.26 | 5.00 BID | 5.26 |
| MAURITANIE | RDP 29-001 | 1.00 | 1.00 | 0.00 | 1.00 FED | 1.00 |
| MAURITANIE | AIP 29-003 | 0.07 | 0.07 | 0.00 | 0.07 ASECNA | 0.07 |
| MAURITANIE | TEP 29-001 | 24.00 | 12.00 | 0.00 | 12.00 n.c. | 12.00 |
| MAURITANIE | ERP 29-002 | 1.80 | 1.80 | 0.00 | 1.80 KFW | 1.80 |
| MAURITANIE | ERP 29-003 | 4.47 | 4.47 | 0.00 | 4.47 KFW | 4.47 |
| MAURITANIE | ERP 29-004 | 2.24 | 2.24 | 0.00 | 2.24 n.c. | 2.24 |
| MAURICE | AIP 30-002 | 0.35 | 0.36 | 0.06 | 0.00 | 0.06 |
| MAURICE | AIP 30-003 | 0.73 | 0.23 | 0.02 | 0.21 | 0.23 |
| MAROC | RDP 31-005 | 3.00 | 3.00 | 0.00 | 3.00 | 3.00 |
| MAROC | HAP 31-001 | 40.00 | 40.00 | 40.00 | 0.00 | 40.00 |
| MAROC | HAP 31-003 | 60.00 | 60.00 | 30.00 | 30.00 CEE | 60.00 |
| MAROC | TEP 31-002 | 25.00 | 25.00 | 25.00 | 0.00 | 25.00 |
| MAROC | TEP 31-003 | 15.20 | 15.20 | 15.20 | 0.00 | 15.20 |
| MOZAMBIQUE | HAP 32-001 | 193.70 | 193.70 | 0.00 | 156.70 | 156.70 |
| MOZAMBIQUE | HAP 32-002 | 150.00 | 123.40 | 0.30 | 17.30 Finlande | 17.60 |
| MOZAMBIQUE | PDP 32-003 | 4.00 | 4.00 | 0.00 | 0.03 PNUD | 0.03 |
| NIGER | RDP 33-001 | 16.00 | 16.00 | 0.80 | 15.20 BAD | 16.00 |
| NIGER | RDP 33-002 | 40.00 | 40.00 | 0.00 | 3.35 | 3.35 |
| NIGER | RDP 33-003 | 5.00 | 5.00 | 0.00 | 5.00 ACDI | 5.00 |
| NIGER | RDP 33-004 | 39.65 | 39.65 | 3.97 | 35.68 | 39.65 |
| NIGER | RDP 33-005 | 80.00 | 60.00 | 3.19 | 60.52 | 53.71 |
| NIGER | HAP 33-001 | 3.90 | 3.90 | 1.80 | 0.00 | 1.80 |
| NIGER | AIP 33-001 | 0.88 | 0.88 | 0.00 | 0.88 PNUD | 0.88 |
| NIGER | ERP 33-001 | 0.23 | 0.23 | 0.00 | 0.23 RFA | 0.23 |
| NIGER | PDP 33-001 | 0.18 | 0.18 | 0.00 | 0.18 Belgique | 0.18 |
| NIGER | PDP 33-003 | 5.10 | 5.10 | 5.10 | 0.00 | 5.10 |
| NIGERIA | RDP 34-001 | 61.00 | 27.00 | 2.90 | 24.10 | 27.00 |

ANNEXE II
LISTE DES PROJETS POUR LESQUELS UN FINANCEMENT A ETE OBTENU

| PAYS | NUMERO DU PROJET | COUT ESTIMATIF INITIAL | REVISE (en millions de dollars) | FINANCEMENT OBTENU LOCAL EXTERIEUR SOURCE | BAILLEURS DE FONDS ASSURANT LE COFINANCEMENT | FINANCEMENT TOTAL |
|--------------|---------------------|------------------------------|------------------------------------|--|---|----------------------|
| NIGERIA | TEP 34-002 | 24.32 | 24.32 | 0.00 | | 24.32 |
| RWANDA | ROP 35-002 | 0.73 | 0.40 | 0.40 | | 0.40 |
| RWANDA | ROP 35-003 | 0.45 | 0.57 | 0.16 | 0.41 BAD | 0.57 |
| RWANDA | ROP 35-004 | 0.40 | 0.40 | 0.40 | 0.00 | 0.40 |
| RWANDA | ROP 35-005 | 0.65 | 0.65 | 0.00 | 0.65 Banque Mon. | 0.65 |
| RWANDA | ROP 35-006 | 3.50 | 2.63 | 1.78 | 0.85 BAD | 2.63 |
| RWANDA | MMP 35-001 | 7.10 | 6.29 | 0.79 | 5.50 CEE | 6.29 |
| RWANDA | TEP 35-001 | 0.20 | 0.20 | 0.00 | 0.20 BAD | 0.20 |
| RWANDA | TEP 35-002 | 0.16 | 0.16 | 0.00 | 0.16 BAD | 0.16 |
| RWANDA | TEP 35-003 | 1.50 | 2.35 | 0.00 | 2.35 ACBI | 2.35 |
| RWANDA | TEP 35-004 | 2.53 | 2.53 | 0.00 | 2.53 Banque Mon. | 2.53 |
| RWANDA | TEP 35-006 | 8.36 | 8.36 | 0.00 | 8.36 n.c. | 8.36 |
| RWANDA | BRP 35-001 | 3.00 | 4.80 | 0.96 | 3.80 Danemark | 4.76 |
| RWANDA | BRP 35-005 | 0.34 | 0.34 | 0.11 | 0.00 | 0.11 |
| RWANDA | BRP 35-007 | 6.50 | 6.50 | 0.00 | 1.25 n.c. | 1.25 |
| SENEGAL | ROP 37-001 | 1.00 | 1.00 | 0.00 | 1.00 FED | 1.00 |
| SENEGAL | ROP 37-002 | 22.50 | 22.50 | 0.00 | 11.00 FS | 11.00 |
| SENEGAL | ROP 37-003 | 2.70 | 3.00 | 0.00 | 0.22 FED | 0.22 |
| SENEGAL | HAP 37-001 | 25.00 | 61.70 | 0.00 | 19.00 | 19.00 |
| SENEGAL | TEP 37-001 | 27.60 | 27.60 | 9.40 | 18.20 | 27.60 |
| SENEGAL | TEP 37-001 | 0.35 | 0.35 | 0.35 | 0.00 | 0.35 |
| SENEGAL | TEP 37-002 | 4.00 | 4.00 | 4.00 | 0.00 | 4.00 |
| SENEGAL | TEP 37-004 | 1.00 | 1.00 | 0.00 | 1.00 n.c. | 1.00 |
| SENEGAL | TEP 37-009 | 29.60 | 29.60 | 0.00 | 29.60 | 29.60 |
| SENEGAL | TEP 37-017 | 1.25 | 1.25 | 1.25 | 0.00 | 1.25 |
| SENEGAL | TEP 37-021 | 6.84 | 15.10 | 2.52 | 12.58 | 15.10 |
| SEYCHELLES | AIP 38-001 | 5.80 | 5.80 | 1.20 | 0.00 | 1.20 |
| SIERRA LEONE | ROP 39-001 | 0.51 | 0.51 | 0.00 | 0.30 BID | 0.30 |
| SIERRA LEONE | ROP 39-002 | 0.35 | 0.35 | 0.05 | 0.30 BID | 0.35 |
| SIERRA LEONE | TEP 39-002 | 6.00 | 6.00 | 0.00 | 6.00 n.c. | 6.00 |
| SIERRA LEONE | BRP 39-002 | 12.17 | 12.17 | 1.00 | 0.00 | 1.00 |
| SOMALIE | ROP 40-001 | 2.00 | 0.90 | 0.00 | 0.90 CEE | 0.90 |
| SOMALIE | ROP 40-002 | 2.00 | 0.53 | 0.00 | 0.53 CEE | 0.53 |
| SOMALIE | ROP 40-003 | 24.00 | 24.00 | 0.00 | 0.20 KFW | 0.20 |
| SOMALIE | ROP 40-004 | 68.40 | 68.40 | 0.00 | 1.45 | 1.45 |
| SOMALIE | HAP 40-001 | 30.00 | 30.00 | 0.30 | 14.20 | 14.50 |
| SOMALIE | HAP 40-002 | 0.60 | 1.80 | 0.00 | 1.80 | 1.80 |
| SOMALIE | BRP 40-001 | 2.40 | 2.40 | 0.80 | 1.60 KFW | 2.40 |

CEE/Banque Mon.
Banque Mon./Etats-Unis
CEE/PNUD

Italie/CCCE/KFW/Banque Mon
Banque Mon./KFW/CCCE

Banque Mon./BOAD
BOAD/SIFIDA

ANNEXE II
LISTE DES PROJETS POUR LESQUELS UN FINANCEMENT A ETE OBTENU

| PAYS | NUMERO DU PROJET | COUT ESTIMATIF INITIAL | REVISE (en millions de dollars) | FINANCEMENT OBTENU LOCAL EXTERIEUR SOURCE | BAILLEURS DE FONDS ASSURANT LE COFINANCEMENT | FINANCEMENT TOTAL |
|-----------|---------------------|------------------------------|------------------------------------|--|---|----------------------|
| Soudan | ROP 41-001 | 8.00 | 10.00 | 4.30 | 5.70 NORAD | 10.00 |
| Soudan | ROP 41-003 | 5.00 | 5.00 | 0.00 | 5.00 NORAD | 5.00 |
| Soudan | ROP 41-012 | 3.80 | 3.80 | 3.80 | 0.00 | 3.80 |
| Soudan | RAP 41-001 | 35.00 | 45.00 | 0.00 | 45.00 | 45.00 |
| Soudan | RAP 41-003 | 45.00 | 47.50 | 0.00 | 25.50 | 25.50 |
| Soudan | RAP 41-007 | 100.00 | 96.40 | 2.50 | 93.90 | 96.40 |
| Soudan | RAP 41-008 | 60.00 | 85.00 | 0.00 | 10.00 FS | 10.00 |
| Soudan | HAP 41-001 | 40.00 | 40.00 | 15.50 | 0.00 | 15.50 |
| Soudan | HAP 41-002 | 32.00 | 35.00 | 0.00 | 25.00 Banque Mon. | 25.00 |
| Soudan | AIP 41-001 | 6.00 | 10.80 | 2.40 | 8.40 | 10.80 |
| Soudan | AIP 41-002 | 16.50 | 16.50 | 1.30 | 0.00 | 1.30 |
| Soudan | AIP 41-003 | 13.20 | 13.20 | 0.32 | 0.00 | 0.32 |
| Soudan | TEP 41-005 | 1.00 | 3.50 | 0.00 | 2.50 USAID | 2.50 |
| Soudan | TEP 41-007 | 7.50 | 7.50 | 0.00 | 7.50 | 7.50 |
| Soudan | POP 41-001 | 4.00 | 4.60 | 1.00 | 0.00 | 1.00 |
| SWAZILAND | RAP 42-003 | 2.00 | 0.60 | 0.00 | 0.60 France | 0.60 |
| SWAZILAND | AIP 42-001 | 30.00 | 26.00 | 11.00 | 4.30 | 15.30 |
| SWAZILAND | TEP 42-001 | 4.32 | 5.90 | 1.50 | 4.40 Italie | 5.90 |
| SWAZILAND | TEP 42-002 | 3.10 | 6.20 | 3.80 | 2.40 BAD | 6.20 |
| SWAZILAND | TEP 42-003 | 1.05 | 1.10 | 0.30 | 0.80 Italie | 1.10 |
| SWAZILAND | TEP 42-004 | 5.50 | 5.20 | 1.40 | 3.80 Italie | 5.20 |
| SWAZILAND | POP 42-002 | 1.80 | 1.80 | 1.54 | 0.26 | 1.80 |
| SWAZILAND | POP 42-004 | 0.48 | 0.70 | 0.10 | 0.00 | 0.10 |
| TANZANIE | ROP 43-001 | 2.00 | 2.00 | 1.00 | 1.00 ACDI | 2.00 |
| TANZANIE | ROP 43-002 | 8.00 | 8.00 | 1.60 | 1.50 FED | 3.10 |
| TANZANIE | ROP 43-004 | 0.50 | 0.50 | 0.50 | 0.00 | 0.50 |
| TANZANIE | ROP 43-005 | 39.00 | 30.00 | 7.80 | 22.20 FED | 30.00 |
| TANZANIE | RAP 43-001 | 13.00 | 13.00 | 1.00 | 1.00 FK | 2.00 |
| TANZANIE | HAP 43-001 | 102.60 | 102.60 | 32.00 | 58.90 | 90.90 |
| TANZANIE | INP 43-001 | 9.00 | 9.00 | 2.50 | 0.00 | 2.50 |
| TANZANIE | TEP 43-001 | 0.13 | 2.00 | 0.00 | 2.00 BAD | 2.00 |
| TANZANIE | TEP 43-002 | 0.47 | | | | |
| TANZANIE | TEP 43-004 | 0.45 | 2.40 | 0.00 | 2.40 | 2.40 |
| TANZANIE | TEP 43-003 | 0.18 | 13.00 | 0.15 | 0.00 | 0.15 |
| TANZANIE | POP 43-001 | 13.00 | | | | |
| Togo | ROP 44-002 | 20.00 | 20.00 | 0.00 | 20.00 FED | 20.00 |
| Togo | ROP 44-003 | 0.50 | 0.50 | 0.00 | 0.50 | 0.50 |
| Togo | HAP 44-001 | 106.80 | 106.80 | 0.00 | 106.80 | 106.80 |
| Togo | AIP 44-001 | 12.80 | 12.80 | 0.32 | 7.68 CCEE | 8.00 |

ANNEXE II
LISTE DES PROJETS POUR LESQUELS UN FINANCEMENT A ETE OBTENU

| PAYS | NUMERO DU PROJET | ESTIMATIF INITIAL | COUT | REVISE (en millions de dollars) | FINANCEMENT OBTENU LOCAL EXTERIEUR SOURCE | BAILLEURS DE FONDS ASSURANT LE COFINANCEMENT | FINANCEMENT TOTAL |
|--------------|---------------------|----------------------|------|------------------------------------|--|---|----------------------|
| Togo | TEP 44-003 | 6.50 | | 18.60 | 18.60 | BAD/BODAD/CCCE/BEI | 18.60 |
| Togo | TEP 44-005 | 8.00 | | 2.00 | 2.00 n.c. | | 2.00 |
| Togo | TEP 44-011 | 2.00 | | 0.50 | 0.00 | | 0.30 |
| Togo | POP 44-006 | 0.40 | | | | | |
| DUGANDA | RDP 46-001 | 20.00 | | 13.69 | 3.74 | CEE/Banque Mon. | 13.69 |
| DUGANDA | RDP 46-002 | 111.76 | | 45.85 | 33.46 | | 33.53 |
| DUGANDA | RAP 46-001 | 6.10 | | 12.50 | 0.00 | Inde/RFA/France/CEE | 12.50 |
| DUGANDA | RAP 46-002 | 25.00 | | 122.02 | 0.73 | RU/Banque Mon./Italie/ France | 25.98 |
| DUGANDA | RAP 46-003 | 40.50 | | 83.13 | 0.15 | | 5.13 |
| DUGANDA | RAP 46-004 | 3.35 | | 17.00 | 0.00 | 8.00 KfW | 8.00 |
| DUGANDA | RAP 46-005 | 72.00 | | 49.98 | 6.79 | Banque Mon./RFA | 42.15 |
| DUGANDA | AIP 46-003 | 23.00 | | 38.00 | 0.20 | Banque Mon./PNUD/RU | 10.95 |
| DUGANDA | AIP 46-004 | 15.00 | | 15.00 | 0.00 | Banque Mon./DACI/PNUD | 3.95 |
| DUGANDA | INP 46-003 | 0.11 | | 1.00 | 0.00 | 1.00 Belgique | 1.00 |
| DUGANDA | MMP 46-001 | 0.06 | | 1.00 | 0.20 | 0.80 CEE | 1.00 |
| DUGANDA | MMP 46-002 | 0.08 | | 3.00 | 0.00 | Banque Mon./PNUD/France | 3.00 |
| DUGANDA | TEP 46-001 | 3.00 | | 4.30 | 0.00 | Banque Mon./UNESCO/RFA | 4.30 |
| DUGANDA | TEP 46-003 | 4.80 | | 16.75 | 1.44 | | 3.03 |
| DUGANDA | BRP 46-001 | 6.73 | | | | | |
| DUGANDA | BRP 46-005 | 1.81 | | 23.21 | 2.08 | Banque Mon./UNICEF/Japon/ RFA | 3.51 |
| DUGANDA | BRP 46-002 | 8.27 | | | | | |
| DUGANDA | BRP 46-006 | 1.65 | | 1.30 | 1.30 | | 1.30 |
| DUGANDA | BRP 46-013 | 1.75 | | | | | |
| BURKINA FASO | RDP 47-002 | 36.00 | | 59.50 | 0.00 | BAD/Norvege | 20.00 |
| BURKINA FASO | RDP 47-003 | 27.00 | | 15.50 | 2.50 | Banque Mon./BAD | 15.50 |
| BURKINA FASO | RDP 47-005 | 42.00 | | 48.25 | 3.75 | PNUD/FOPEO | 48.25 |
| BURKINA FASO | RAP 47-001 | 23.60 | | 31.11 | 19.25 | | 23.35 |
| BURKINA FASO | AIP 47-001 | 8.00 | | 23.60 | 10.00 | | 10.00 |
| BURKINA FASO | MMP 47-002 | 0.40 | | 0.40 | 0.00 | | 0.40 |
| BURKINA FASO | TEP 47-001 | 2.10 | | 2.10 | 0.00 | F.CEDEAO | 2.10 |
| BURKINA FASO | TEP 47-002 | 0.63 | | 0.66 | 0.00 | CEDEAO | 0.66 |
| BURKINA FASO | TEP 47-003 | 0.21 | | 8.20 | 0.01 | UNESCO | 0.06 |
| BURKINA FASO | TEP 47-004 | 0.91 | | 0.91 | 0.00 | 0.72 CEDEAO | 0.72 |
| BURKINA FASO | TEP 47-005 | 0.87 | | 0.80 | 0.51 | | 0.51 |
| BURKINA FASO | BRP 47-001 | 6.00 | | 7.50 | 0.15 | 1.34 Pays-Bas | 1.49 |
| BURKINA FASO | BRP 47-003 | 8.20 | | 8.20 | 0.01 | UNESCO | 0.06 |
| BURKINA FASO | POP 47-001 | 3.40 | | 1.00 | 0.15 | | 0.15 |
| ZAIRE | RAP 48-001 | 200.00 | | 200.00 | 28.00 | BAD/Banque Mon./RFA | 82.60 |
| ZAIRE | RAP 48-002 | 2.60 | | 0.24 | 0.24 | | 0.24 |
| ZAIRE | RAP 48-003 | 42.00 | | 109.84 | 10.00 | FS/CCCE/Belgique | 33.00 |

ANNEXE II

BENIN/TOGO/GHANA
 BURUNDI/RWANDA/ZAIRE
 CÔTE D'IVOIRE/MALI
 ETHIOPIE/DJIBOUTI
 DBK
 NIGER
 TANZANIA
 TANZANIA
 TANZANIA
 TANZANIA
 TANZANIA
 TANZANIA

ANNEXE II
LISTE DES PROJETS POUR LESQUELS UN FINANCEMENT A ETE OBTENU

| PAYS | NUMERO DU PROJET | ESTIMATIF INITIAL | REVISE (en millions de dollars) | FINANCEMENT LOCAL EXTERIEUR SOURCE | BAILLEURS DE FONDS ASSURANT LE COFINANCEMENT | FINANCEMENT TOTAL |
|--|---------------------|----------------------|------------------------------------|--|---|----------------------|
| TAZARA | RAP 60-021 | 1.20 | 1.50 | 0.00 | | 1.50 |
| TAZARA | RAP 60-022 | 8.50 | 17.30 | 16.80 Busele | | 17.30 |
| TAZARA | RAP 60-023 | 15.00 | 0.30 | 0.30 TAZARA | | 0.30 |
| TAZARA | RAP 60-024 | 9.00 | 13.80 | 11.10 | CEE/FINIDA | 11.30 |
| TAZARA | RAP 60-025 | 36.00 | 11.00 | 8.80 | SIDA/SATCC | 11.00 |
| TAZARA | RAP 60-026 | 1.30 | 1.30 | 1.30 | TAZARA/NORAD | 1.30 |
| COMINMAR | SHP 60-019 | 0.13 | 0.13 | 0.13 | PNUD/CEDEAD | 0.13 |
| AFRIQUE DU NORD | HAP 60-001 | 1.00 | 1.00 | 1.00 CEE | | 1.00 |
| AFRIQUE DU NORD | HAP 60-002 | 5.30 | 5.30 | 2.65 CEE | | 5.30 |
| AFRIQUE DU NORD | HAP 60-003 | 0.50 | 0.50 | 0.25 CEE | | 0.50 |
| ETHIOPIE | AIP 60-003 | 20.00 | 20.00 | 5.00 | | 7.50 |
| GABON | AIP 60-004 | 38.00 | 38.00 | 27.00 | | 34.29 |
| CEPGL | AIP 60-006 | 0.50 | 0.50 | 0.00 | Norvege/BAD | 0.50 |
| CEPGL | AIP 60-007 | 0.70 | 0.70 | 0.00 | | 0.70 |
| REGIONAL | AIP 60-008 | 0.50 | 0.50 | 0.00 | | 0.50 |
| SENEGAL | AIP 60-010 | 1.80 | 9.46 | 4.78 | | 4.78 |
| CHAUVED | MMP 60-003 | 5.00 | 5.00 | 0.00 | | 5.00 |
| UIT | TEP 60-001 | 207.77 | 207.77 | 0.00 | | 43.84 |
| UPAT | TEP 60-016 | 0.30 | 0.30 | 0.00 | | 0.30 |
| UPAT | TEP 60-018 | 1.50 | 1.50 | 0.00 | Special CEDEAD | 0.20 |
| BURUNDI/RWANDA/ TANZANIE/DUGANDA CEA/DUA/UIT/UNESCO/ URTNA/UPAT | TEP 60-020 | 9.00 | 9.00 | 0.00 | BAD/DBK | 9.00 |
| UPU | SAP 60-001 | 3.50 | 6.00 | 0.00 | PNUD/UNESCO/UIT/RFA/ Italie | 6.00 |
| UPU | PDP 60-002 | 3.00 | 3.00 | 0.95 | | 1.74 |
| UPU | PDP 60-004 | 19.00 | 3.70 | 0.00 | PNUD | 0.08 |
| UPU | PDP 60-016 | 1.20 | 0.86 | 0.10 | BOAD | 0.10 |
| UPU | PDP 60-020 | 0.72 | 0.47 | 0.00 | | 0.47 |
| TOTAL | 454 | 9427.98 | 10235.99 | 2238.70 | | 5920.42 |
| | | | | 3681.71 | | |

Tableau 3ACatégorie I: Projets entièrement exécutés en 1987

| | <u>Code</u> | <u>Pays</u> | <u>Nature du projet</u> | <u>Coût</u> (en millions de dollars) |
|----|-------------|--------------|---|--|
| 1. | TEP-27-004 | Malawi | Equipements télégraphiques et téléx | 12.00 |
| 2. | TEP-43-003 | Tanzanie | Faisceau hertzien Tanzanie-Malawi | 0.18 |
| 3. | TEP-47-004 | Burkina Faso | Faisceau hertzien entre Fada N'Gourma-Pana et Natitingou (Bénin) | 0.91 |
| 4. | TEP-49-001 | Zambie | Agrandissement de la station terrienne de satellite | 14.40 |
| 5. | TEP-60-016 | Régional | Liaisons par cables sous-marins en Afrique de l'Est | 0.30 |
| 6. | TEP-60-021 | Malawi | Malawi-République-Unie de Tanzanie: Faisceau hertzien SHF | 4.50 |

Tableau 38

Catégorie II: Projets achevés au 31 décembre 1986

| | <u>Code</u> | <u>Pays</u> | <u>Nature du projet</u> | <u>Coût</u> (en millions de dollars) |
|-----|-------------|-------------|--|--|
| 1. | TEP-13-001 | Egypte | Construction du faisceau hertzien Assouan-Wadi Halfa (Soudan) | 20,00 |
| 2. | TEP-15-008 | Ethiopie | Installation d'une liaison micro-onde à bandes larges entre Assab (Ethiopie) et Djibouti | 0,96 |
| 3. | TEP-17-001 | Gambie | Central national de commutation à Banjul | 0,78 |
| 4. | TEP-17-002 | Gambie | Fourniture d'une centre local de commutation à Banjul | 17,50 |
| 5. | TEP-358004 | Rwanda | Augmentation de la capacité des liaisons hertziennes interurbaines | 2,53 |
| 6. | TEP-35-008 | Rwanda | Expansion du CT3 et du CTN | 8,36 |
| 7. | TEP-37-001 | Sénégal | Extension du cable sous-marin fraternité (Dakar-Abidjan) | 0,35 |
| 8. | TEP-37-002 | Sénégal | Extension du centre de transit international téléphonique | 4,00 |
| 9. | TEP-37-004 | Sénégal | Extension du centre de transit international téléx, Dakar | 1,00 |
| 10. | TEP-41-005 | Soudan | Modernisation de la station terrienne internationale Umm Haraz | 1,00 |
| 11. | TEP-60-001 | Régional | Exécution du projet PANAFTEL | |
| | | | Segru - Mopti (MLI) | 1,05 |
| | | | Ouagadougou - Bolgatanga (GHA) | 1,35 |
| | | | Accra - Bolgatanga (GHA) | 28,41 |
| | | | | <hr/> 87,29 |

Tableau 3C

Catégorie III: Projets en cours d'exécution en 1987

| | | | | <u>Coût</u> (en millions de dollars) |
|----|-------------|-------------|--|--|
| | <u>Code</u> | <u>Pays</u> | <u>Nature du projet</u> | |
| 1. | TEP-10-001 | Guinée | Création d'un centre de transit international | 4.00 |
| 2. | TEP-60-021 | Régional | Malawi-République-Unie de Tanzanie: Faisceau hertzien SHF | 0.80 |
| 3. | TEP-11-004 | Congo | Augmentation de la capacité de la station terrienne de Mougouni | 0.64 |
| 4. | TEP-41-006 | Soudan | Modification et réhabilitation du système de satellite pour le réseau intérieur (SUDOSAT) | 17.00 |
| 5. | TEP-60-001 | Régional | Exécution du projet PANAFTEL Mali -(GUI)- Tambacounda (SEN) | 0.96 |
| | | | Kedougou (SEN) - Mali (GUI) | 0.54 |
| | | | Ziguinchor (SEN) - Banjul (GMB) | 1.00 |
| | | | Sokoto (NIR) - Birni N'Konni (NER) | 0.53 |
| | | | | <hr/> 25.47 |

Tableau 3D

Catégorie IV: Projets au titre desquels une action a été entreprise

| | <u>Code</u> | <u>Pays</u> | <u>Nature du projet</u> | <u>Coût</u> (en millions de dollars) |
|-----|-------------|------------------------------|---|--|
| 1. | TEP-05- | Burundi | Accroissement de la capacité de la station terrienne de satellite | 0,12 |
| 2. | TEP-06-008 | Cameroun | Construction d'une station de satellite pour le trafic intérieur | 12,70 |
| 3. | TEP-08-002 | République centrafricaine | Installation d'une liaison à diffusion troposphérique Bangui-Impfondo (Congo) | 1,50 |
| 4. | TEP-09-001 | Tchad | Reconstruction de la station terrienne de satellite de N'Djamena | 8,33 |
| 5. | TEP-14-001 | Guinée équatoriale | Construction d'une station terrienne de satellite et d'installations connexes | 8,00 |
| 6. | TEP-14-003 | Guinée équatoriale | Achat et installation d'un central téléx et d'un central téléphonique international | 0,18 |
| 7. | TEP-19-009 | Guinée | Extension de la station INTELSAT B | 2,00 |
| 8. | TEP-24-001 | Libéria | Expansion des télécommunications Station terrienne de norme A | 15,00 |
| 9. | TEP-35-001 | Rwanda | Liaison internationale Mont-Jari-Ngara (République-Unie de Tanzanie) | 0,20 |
| 10. | TEP-35-002 | Rwanda | Liaison internationale Cyangugu-Bukavu Zaire | 0,18 |
| 11. | TEP-35-003 | Rwanda | Liaison internationale Kigali-Bujumbura (Burundi) | 1,50 |
| 12. | TEP-37-005 | Sénégal | Installation d'une deuxième station terrienne | 6,70 |
| 13. | TEP-39-002 | Sierra Leone | Station terrienne de satellite de norme A | 6,00 |
| 14. | TEP-41-001 | Soudan | Installation du système de faisceaux hertziens Soudan-Egypte (Athara-Wadi-Halfa-Assouan) | 6,00 |
| 15. | TEP-42-001 | Swaziland | Installation de centres de transit international et interurbain à quatre fils | 4,32 |

| | <u>Code</u> | <u>Pays</u> | <u>Nature du projet</u> | |
|-----|-------------|---------------|--|------|
| 16. | TEP-43-001 | Tanzanie | Liaison hertzienne Tanzanie-Rwanda, Terminal de Ngara | 0.13 |
| 17. | TEP-43-002 | Tanzanie | Liaison hertzienne Tanzanie-Burundi | 0.47 |
| 18. | TEP-42-004 | Tanzanie | Liaison hertzienne Tanzanie-Ouganda | 0.45 |
| 19. | TEP-60-019 | Sous-régional | Etude de la liaison Comores-Madagascar-République-Unie de Tanzanie | 0.04 |
| 20. | TEP-60-020 | KBO | Liaison PANAFTEL Burundi-Rwanda, République-Unie de Tanzanie-Ouganda | 9.00 |
| 21. | TEP-60-028 | Rwanda | Création de la liaison internationale Kigali-Kampala | 0.82 |
| 22. | TEP-60-001 | Régional | Exécution du projet PANAFTEL | |
| | | | Tete (MOZ) - Katete (ZMB) (SADCC) | 1.05 |
| | | | Nampula (MOZ) - Mtwara (TGM) (SADCC) | 2.47 |
| | | | Chingren (ZMB) - Lubumbashi (ZAI) (SADCC) | 0.69 |
| | | | Bamako (MAL) - Siguiri (GUI) (ECOWAS) | 0.52 |
| | | | Cabinda (ANG) - Pointe Noire (RPC) | |
| | | | Bakounda (GAB) - Makmbera (RPC) | |
| | | | Bissau (GNB) - Boke (GUI) (ECOWAS) | |
| | | | Piche (GNB) - Kounddourn (GUI) (ECOWAS) | |
| | | | Beira (MOZ) - Tete (MOZ) (SADCC) | 7.80 |
| 23. | TEP-60-002 | Régional | Kigoma (TGM) - Kalemie (ZAI) (CAPTAC/UDEAC) | |
| | | | Kribi (CME) - Libreville (GAB) (CAPTAC/UDEAC) | |

 98.18

TableaTableau 3E

| | | | | Coût (en millions de dollars) |
|-----|-------------|-------------|---|-------------------------------------|
| | <u>Code</u> | <u>Pays</u> | <u>Nature du projet</u> | |
| 1. | TEP-15-007 | Ethiopie | Mise en place du réseau de faisceaux hertziens Ethiopie-Soudan (Bahr Dar-Gedaref) | 1,84 |
| 2. | TEP-16-001 | Gabon | Extension du réseau de télécommunication (Axe Nord-Est) | |
| 3. | TEP-18-004 | Ghana | Faisceau hertzien UHF Wenchí-Buí-Wa-Lawra-Hamala/ Frontière du Burkina Faso | 5,83 |
| 4. | TEP-18-005 | Ghana | Faisceau hertzien UHA Sunyani-Berekum-Dormaa Ahenkro-Sampa/Yamosikro (Côte d'Ivoire) | 2,18 |
| 5. | TEP-34-001 | Nigéria | Câble sous-marin Lagos-Port Harcourt | 15,20 |
| 6. | TEP-34-003 | Nigéria | Troisième station terrienne de satellite (remplacement de Lanlate II) | 1,00 |
| 7. | TEP-34-005 | Nigéria | Central international de télex à Enugu | 6,40 |
| 8. | TEP-34-006 | Nigéria | Centre international de commutation d'Abuja | 9,80 |
| 9. | TEP-34-008 | Nigéria | Inclusion de faisceaux hertziens dans le réseau de transmission | 140,40 |
| 10. | TEP-34-010 | Nigéria | Installation d'équipements de commutation telex/gentex | 37,80 |
| 11. | TEP-34-011 | Nigéria | Changement de transpondeurs de satellite pour le trafic intérieur | 43,20 |
| 12. | TEP-41-002 | Soudan | Installation du système de faisceaux hertziens Soudan-Ethiopie (Gedaref-Bahr Dar) | 2,50 |
| 13. | TEP-41-003 | Soudan | Etude de faisabilité et enquête préliminaire sur le terrain pour le prolongement de la liaison UHF au-delà de la frontière Nord-Ouest du Kenya, vers Kapoita, Torit jusqu'à Juba | 0,50 |
| 14. | TEP-44-001 | Togo | Renforcement des liaisons hertziennes Ouagadougou-Lomé-Cotonou | 2,50 |

| | | | | Coût (en millions de dollars) |
|-----|-------------|-------------|--|-------------------------------------|
| | <u>Code</u> | <u>Pays</u> | <u>Nature du projet</u> | |
| 15. | TEP-80-001 | Mauritanie | Ater (MTN) - Akjout (MTN) | 1,50 |
| | | | Aquetot - Choum (MTN) | 0,24 |
| | | | Juba (SDN) - Kitale (KEN) | |
| | | | Juba (SDN) - Kampala (OUG) | |
| | | | Zinder - Gure - Diffa (NER) | |
| | | | Kampala Mbarara (OUG) - Goma (ZAI) | |
| | | | Nouakchott (MTN) - Salibabi (MTN) [ECOWAS] | 3,32 |
| 16. | TEP-80-002 | Régional | Beira (MOZ) - Nampula (MOZ) (SADCC) | 16,50 |
| | | | Beira (MOZ) - Maputo (MOZ) (SADCC) | 21,75 |
| | | | Hargeisha (SOM) - Mogadiscio (SOM) | |
| | | | Zambeze (ZMB) - Angola (ANG) (SATCC) | |
| | | | Luanda (ANG) - Kinshasa (ZAI) | |
| | | | | <hr/> |
| | | | | 329,00 |